



Rapport sur l'efficacité

La coopération suisse au développement dans le secteur de l'agriculture 2010



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Sommaire

Editorial	3
Résumé	4
L'agriculture favorise le développement	6
L'engagement suisse – une tradition pleine d'avenir	9
Qui paie veut des résultats	12
Réussites et revers	14
Résultats et potentiels	22
Perspectives	24
Annexes	26

Abréviations

ACDI	Agence canadienne de développement international
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
CHF	Franc suisse (devise)
DDC	Direction du développement et de la coopération
DFID	Département britannique pour le développement international
EPF	Ecole polytechnique fédérale
EUR	Euro (devise)
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture de l'ONU
FIDA	Fonds international de développement agricole de l'ONU
FLO	<i>Fairtrade labelling organizations international</i>
IRRI	Institut international de recherche sur le riz
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODM	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAM	Programme alimentaire mondial des Nations Unies
PME	Petites et moyennes entreprises
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
SIPPO	<i>Swiss import promotion programme</i>
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international
USD	Dollar américain (devise)

Editorial

Depuis de nombreuses années la coopération suisse au développement est très active dans le secteur de l'agriculture. La Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) dépensent conjointement environ 200 millions de francs suisses par année en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. La Suisse fait ainsi partie – avec la France et la Finlande – des pays donateurs qui consacrent proportionnellement le pourcentage le plus élevé de leur budget à l'agriculture.

Quels sont les effets de l'aide apportée par la Suisse ? Où et comment les fonds investis ont-ils contribué à améliorer les conditions de vie locales ? A qui profite cet engagement ? Autant de questions auxquelles ce deuxième rapport sur l'efficacité de la coopération suisse au développement s'emploie à répondre. Il passe en revue en toute indépendance un domaine d'intervention clé de la coopération suisse au développement, s'appuyant d'un point de vue thématique et méthodologique sur le premier rapport sur l'efficacité publié en 2008, qui traitait du secteur de l'eau.

La période analysée couvre les années 2003 à 2008 et englobe des projets de la coopération bilatérale et multilatérale. Se fondant sur des bases méthodologiques solides, des experts externes ont examiné 27 projets, programmes et contributions de programmes de la DDC et du SECO. Leurs résultats ont été divisés en quatre domaines thématiques.

Grâce à son engagement continu, la Suisse jouit d'une riche expérience couronnée par de nombreux succès – petits et grands – au niveau des projets. Cela étant, la coopération au développement reste assortie de risques. Elle essuie des revers ça et là, et les résultats

de certains projets sont parfois inférieurs aux attentes. L'action de la DDC et du SECO se caractérise par un engagement à divers niveaux complémentaires. La coopération au développement et l'aide humanitaire de la Suisse contribuent à atténuer les crises humanitaires, à améliorer la production agricole, ainsi qu'à développer et à consolider les filières locales et internationales, sans oublier son action en faveur d'une meilleure commercialisation des matières agricoles et des produits transformés. La Suisse veille en outre à ce que les pays les plus pauvres puissent participer à l'élaboration des conditions cadres de politique commerciale et exprimer leurs besoins.

Une efficacité durable – un résultat pour le moins essentiel – n'est pas le fruit d'une série de mesures isolées mais de la combinaison de divers instruments dans un contexte donné. Or les fruits prennent du temps à mûrir. D'où la nécessité d'un engagement continu de la Suisse et d'un réseautage international. Seule une participation active à des organes multilatéraux permettra à la Suisse de transmettre les expériences recueillies sur le terrain et d'influer sur la politique commerciale internationale et la sécurité alimentaire au profit des démunis.

Face au changement climatique, à la raréfaction des ressources naturelles et à la croissance démographique mondiale, l'engagement en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire reste indéniablement un pilier central de la lutte contre la faim et la pauvreté dans le monde.

Nous vous souhaitons une bonne lecture et nous réjouissons de vos éventuelles remarques.

Martin Dahinden



Ambassadeur
Directeur de la DDC

Jean-Daniel Gerber



Secrétaire d'Etat
Directeur du SECO

Rapports sur l'efficacité de la coopération suisse au développement

Les rapports sur l'efficacité rendent compte de l'utilisation des fonds de l'aide publique au développement. Ils reflètent l'accent plus marqué mis sur l'efficacité de la coopération suisse au développement et livrent d'importants enseignements pour la poursuite des activités de développement.

Ce deuxième rapport sur l'efficacité fait suite à la publication, en 2008, du rapport sur l'efficacité de la coopération suisse au développement dans le secteur de l'eau.

Résumé

L'agriculture, un investissement porteur

Entre 2003 et 2008, la coopération suisse au développement a investi 1.189 milliard de francs suisses dans le secteur de l'agriculture. Cet engagement, qui s'adresse aux populations rurales des pays pauvres, atteint des résultats.

La Suisse très présente dans le secteur de l'agriculture

La longévité de l'engagement de la coopération suisse au développement dans le secteur de l'agriculture est unique en comparaison internationale. Contrairement à nombre d'autres pays donateurs, la Suisse a même renforcé son activité dans ce domaine au cours des vingt dernières années, motivée par le double constat que la pauvreté reste généralisée dans les zones rurales en dépit d'une urbanisation croissante des pays en développement, et que l'agriculture est le principal moteur potentiel de croissance pour les nations les moins avancées. Le présent rapport sur l'efficacité atteste que les fonds de la coopération suisse au développement consacrés au secteur agricole de 2003 à 2008 ont été investis à bon escient.

L'engagement suisse en faveur d'une réduction de la pauvreté, d'une meilleure sécurité alimentaire et d'une plus grande durabilité de la croissance économique a porté ses fruits. Il est toutefois impossible de fournir une synthèse de l'efficacité pour tout le secteur, tant le spectre thématique – de l'aide alimentaire à l'amélioration des conditions cadres de politique commerciale – est large. Les résultats ont donc été répartis dans les quatre domaines thématiques suivants :

1. Augmentation de la production et de la productivité

Les interventions – cofinancées par la Suisse – des quatre organisations internationales analysées dans le présent rapport ont amélioré la situation économique de 14 millions de personnes. Un résultat rendu possible grâce à une recherche et un appui-conseil innovants, proches de la réalité, qui ont permis la culture de produits de meilleure qualité.

2. Amélioration des conditions cadres de politique commerciale

Les pays, les entreprises et les producteurs ont bénéficié d'un meilleur accès aux marchés internationaux. D'innombrables petites entreprises ont profité de nouvelles opportunités de commercialisation sur des marchés de niche intéressants. La Suisse est devenue – avec l'Allemagne – le principal pays donateur dans le domaine de la promotion de standards volontaires de développement durable (labels), à l'instar du commerce équitable et de la production biologique.

3. Amélioration des filières¹ entre « producteurs et consommateurs »

La coopération des paysans, des négociants, des importateurs, des détaillants, de la société civile et d'autres acteurs a été optimisée, en mettant l'accent sur une forte responsabilité individuelle. Les interventions analysées ont permis à 1.3 million de familles de paysans de tirer profit de marchés locaux et internationaux.

4. Atténuation des crises alimentaires

La coopération suisse lutte contre la sous-alimentation et contribue, à travers des mesures de réduction des risques de catastrophes et de prévention des crises, à améliorer la sécurité alimentaire sur le long terme. Selon les cas, la Suisse fournit une aide alimentaire directe, finance des actions du Programme alimentaire mondial des Nations Unies et d'autres organisations partenaires ou soutient les populations en détresse de manière ciblée au moyen de contributions en espèces destinées à couvrir les besoins alimentaires individuels ou d'autres nécessités. Chaque année, elle porte ainsi secours à plusieurs millions de personnes confrontées à des situations critiques.

¹ Le terme « filière » utilisé en français dans ce rapport se veut synonyme de « chaîne de valeurs » ou « chaîne de valeur ajoutée ».

Mise en évidence des relations entre les prestations et les effets

Le présent rapport sur l'efficacité met par ailleurs clairement en évidence les relations complexes entre les prestations fournies, les effets et d'autres facteurs d'influence externes en montrant les chaînes de résultats. Il fait aussi ressortir la nécessité d'améliorer encore davantage la qualité des données servant à mesurer l'efficacité.

Poursuivre le développement de l'aide

L'engagement de la Suisse se répartit comme suit : 937 millions de francs suisses ont été consacrés à des actions bilatérales et 252 millions de francs suisses au soutien d'organisations multilatérales. Le présent rapport montre comment, dans quelques pays (Burkina Faso, Mali, Madagascar, Mozambique, Afrique australe, Soudan, Bolivie, Nicaragua, Pérou, Arménie, Kosovo, Roumanie, Inde, Laos, Vietnam et Mongolie), la Suisse définit ses orientations, tout en renforçant dans le même temps l'efficacité via des organisations multilatérales et des programmes multilatéraux comme CGIAR, le FIDA, le PAM ou la Banque mondiale. Les interventions analysées montrent que la coopération suisse au développement a atteint ses objectifs dans le secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, même s'il existe un potentiel d'amélioration, notamment en ce qui concerne l'implication des femmes dans les projets. Dans le cadre des négociations agricoles, la Suisse doit en outre poursuivre son engagement en faveur d'une libéralisation des marchés qui tienne compte des intérêts de tous les membres de l'OMC. En siégeant dans les principales institutions multilatérales et les réseaux internationaux, la Suisse prend la responsabilité d'y partager les expériences qu'elle recueille à la faveur de son engagement durable dans le secteur de l'agriculture.

Au Mozambique, la vente de noix de cajou a permis à près de

1 million

de ménages d'augmenter substantiellement leurs revenus



Au Nicaragua, la production de haricots a progressé de

36 %

entre 2005 et 2008



En 2008,

102 millions

de personnes dans 78 pays ont bénéficié de l'aide alimentaire du PAM

L'agriculture favorise le développement

L'agriculture revient sur le devant de la scène

Dans les pays en développement, 75% environ de la population la plus défavorisée vit dans les régions rurales, souvent isolées. Ces personnes bénéficient directement des effets positifs des améliorations de la production agricole, de la productivité et de la commercialisation de la récolte. Or, dans la plupart des pays en développement, l'agriculture ne se voit pas conférer la valeur stratégique et financière qu'elle mérite dans la lutte contre la pauvreté. Même constat dans les pays industrialisés, où le rôle décisif joué par l'agriculture dans l'amélioration des conditions de vie des plus démunis est relégué au second plan. Alors qu'en 1980, 16% de l'aide au développement étaient consacrés à l'agriculture, cette part ne s'élève plus qu'à 5% aujourd'hui. Ce n'est qu'en 2003 que sont apparus les premiers signes d'un renversement de la tendance (illustration 1). La Banque mondiale notamment a multiplié par 2.5 le montant de sa contribution à l'agriculture, le faisant passer de 1.4 milliard USD en 2008 à 3.4 milliards USD en 2009.

La croissance démographique et la raréfaction des ressources contraignent à l'action

L'importance de l'agriculture dans la coopération au développement croît en raison de la raréfaction des ressources clés comme l'énergie, l'eau, le sol et la biodiversité et des tensions grandissantes qui en résultent. Les causes sont connues : d'un côté, la demande de produits alimentaires augmente du fait de la croissance démographique mondiale et de la modification des habitudes de consommation telles que niveaux de vie plus élevés, besoin calorique plus important et consommation de produits d'origine animale. Parallèlement, l'offre mondiale de produits alimentaires de base et de biens de production stagne ou diminue. Les conséquences du changement climatique et les spéculations sur les marchés mondiaux des matières premières renforcent par ailleurs la volatilité du prix de ces dernières. En 2008, la flambée des prix sur les marchés mondiaux a fortement affecté les populations les plus pauvres dans les pays du Sud, provoquant des vagues de protestation et des émeutes. L'excès de la demande de denrées alimentaires de base et les prix tendanciellement plus élevés constituent à la fois un risque et une chance pour les nations en développement. De toute évidence, l'agriculture doit être consolidée durablement dans ces pays, de même qu'elle doit jouer un rôle de premier plan dans la coopération suisse au développement.

L'agriculture durable est essentielle à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement

La faim est une conséquence directe de la pauvreté. Dans les pays en développement, les ménages démunis consacrent parfois bien plus de la moitié de leur budget à l'alimentation de base. Or, ces dépenses ne suffisent souvent pas à acheter suffisamment de nourriture. En Afrique subsaharienne, tant à la campagne que dans les villes, la sous-alimentation touche 20 à 50% de la population totale – un chiffre particulièrement élevé (illustration 2). Parmi les causes de la pauvreté et de la sous-alimentation figurent une mauvaise gouvernance, une insuffisance de l'offre de denrées alimentaires due à des faibles récoltes ou à des variations des prix, des catastrophes naturelles, un manque de capacités de stockage ou encore des revenus simplement trop bas, ainsi qu'un accès insuffisant à la terre, à l'eau et au crédit.

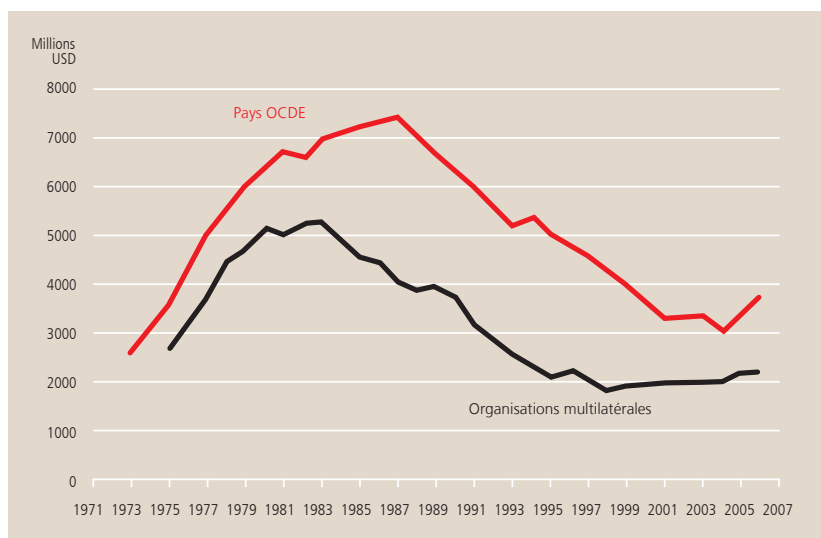


Illustration 1 : Investissements dans l'agriculture en millions USD de 1971 à 2007 (source : OCDE (2010) : *Measuring Aid to Agriculture*).

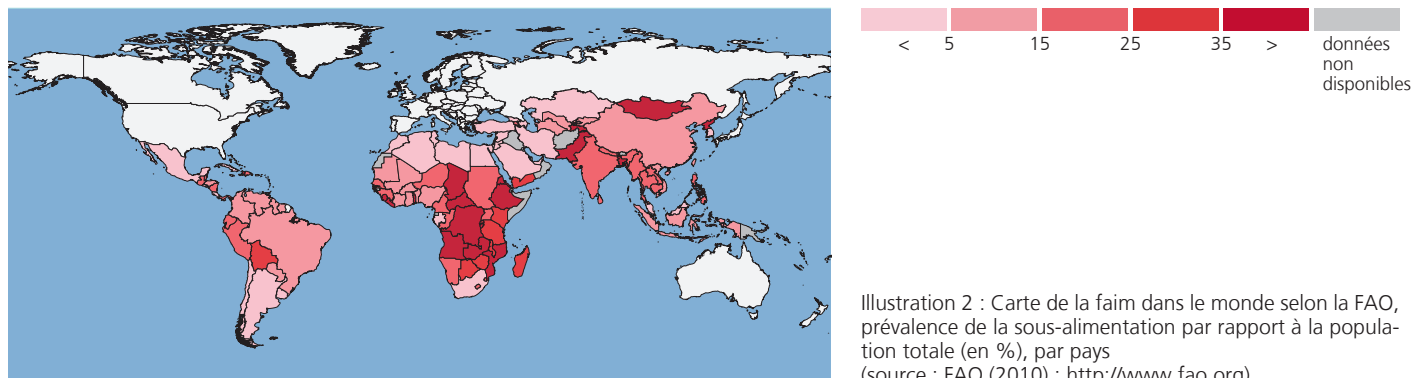


Illustration 2 : Carte de la faim dans le monde selon la FAO, prévalence de la sous-alimentation par rapport à la population totale (en %), par pays (source : FAO (2010) : <http://www.fao.org>).

Les huit Objectifs du Millénaire pour le développement (ODM) définis par les Nations Unies en 2000, reconfirmés par la communauté internationale lors du Sommet du Millénaire en septembre 2010 à New York, ambitionnent notamment de réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté et souffrant de la faim. L'agriculture joue un rôle clé dans la réalisation de cet objectif. Les interventions passées en revue dans le cadre du présent rapport contribuent aux Objectifs du Millénaire suivants :

- Réduire l'extrême pauvreté et la faim (ODM 1)
- Assurer un environnement durable (ODM 7)
- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement (ODM 8)

La « promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes (ODM 3) » est prise en compte dans les activités de la DDC comme thème transversal.

La croissance dans l'agriculture est la plus bénéfique

Dans la plupart des pays en développement, l'agriculture occupe une place centrale dans l'économie nationale : selon le pays, ce secteur génère entre 10 et 50% du produit intérieur brut. Le Rapport sur le développement dans le monde 2008 publié par la Banque mondiale parvient à la conclusion que, dans les pays en développement, la croissance de l'agriculture a contribué deux fois plus à la lutte contre la pauvreté que d'autres secteurs économiques, et ce malgré l'importance décroissante de l'agriculture dans les stratégies de politique de développement. Dans les nations les plus pauvres d'Afrique subsaharienne et d'Asie, la coopération suisse au développement veille en priorité à rendre l'agriculture mieux à même de promouvoir une production durable. Dans les pays d'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique, d'Amérique du Sud, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, elle met davantage l'accent sur la réduction des disparités entre les villes et les campagnes, notamment par la conquête de nouveaux marchés pour des produits transformés à haute valeur ajoutée. Dans les deux cas, l'accès au commerce régional et international constitue un élément essentiel pour le développement du pays et la consolidation de l'économie rurale.

Les exploitations familiales, la clé du succès

Sur le plan mondial, 60% des exploitations agricoles sont des petites entreprises familiales. En Afrique, cette proportion atteint même 90%. Les entreprises familiales agricoles forment le socle de la production alimentaire. Elles permettent à la population mondiale en constante augmentation de disposer de produits alimentaires en suffisance. Comme le constate le Rapport 2008 sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture publié par la FAO, elles sont les meilleures garantes de l'approvisionnement alimentaire local ainsi que de la souveraineté alimentaire nationale et régionale. Leur multifonctionnalité, c'est-à-dire aussi leurs contributions environnementales et sociales, est reconnue et encouragée de manière ciblée par la coopération suisse au développement. Le Conseil mondial de l'agriculture et la Banque mondiale admettent que les exploitations familiales possèdent le plus grand potentiel d'amélioration de la productivité et de préservation des ressources naturelles. Il s'agit de soutenir quelque 400 millions de petits paysans dans le monde entier – par la transmission de connaissances et de techniques adéquates ou un meilleur accès aux marchés locaux, nationaux et internationaux. Cette démarche génère des emplois

Meilleure production et commercialisation au Kosovo

Au Kosovo, la Suisse aide des familles de paysans intéressées à se lancer dans de nouvelles méthodes de production en les formant à l'utilisation de technologies de culture novatrices, au stockage, au contrôle de la qualité, ainsi qu'à la transformation et à la commercialisation des fraises, des oignons, des pommes, des pastèques, des herbes aromatiques et des plantes médicinales. Entre 2005 et 2008, le nombre de familles participant au projet est passé de 160 à 1846. 350 d'entre elles affichent un revenu annuel supplémentaire de 2500 EUR, le salaire de 1500 travailleurs agricoles a progressé de 700 EUR et 88 postes de travail à plein temps ont été créés dans les exploitations agricoles. Enfin, la cueillette de plantes médicinales occupe à plein temps quelque 200 personnes, dont une majorité de femmes.



et des revenus supplémentaires et permet donc de lutter contre la faim et la pauvreté. Le soutien est apporté sous la forme d'une coopération directe ou à travers une collaboration avec des plus grands producteurs de matières premières agricoles. De plus, la vente de matières premières sur les marchés mondiaux génère des entrées de devises, qui permettent de financer des infrastructures urgemment nécessaires, dont profitent à leur tour les petits paysans.

Mise en péril de la sécurité alimentaire

Selon la définition de la FAO, « la sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont accès à une alimentation suffisante et équilibrée pour leur permettre de mener une vie active et saine ». Or l'approvisionnement alimentaire reste sous pression dans de nombreux pays, en raison de l'érosion des sols, de la rareté de l'eau, de la forte dépendance aux variations de prix sur les marchés agricoles mondiaux, de l'insécurité des structures de revenus, de l'insécurité de l'accès à la terre ainsi que du manque de formation et de productivité.

Aggravation des problèmes

La croissance démographique a bien sûr entraîné une plus forte demande de denrées alimentaires. L'autre facteur important est l'augmentation de la consommation calorique souvent liée à une prospérité accrue. La FAO estime que le besoin mondial de produits alimentaires progressera de 50% d'ici à 2030. L'aménagement de nouvelles surfaces cultivables et de sources d'eau est toutefois limité. De plus, la culture d'aliments de base comme le maïs ou le soja est mise sous pression par la demande croissante de fourrage animal pour la production de viande et d'agrocarburants. La production de ces derniers devrait tripler d'ici à 2017, selon l'OCDE et la FAO.



Hausse du revenu de familles de paysans au Vietnam

Grâce à la fourniture de conseils, quelque 3000 familles de paysans ont pu diversifier leur production et utiliser des variétés ainsi que des techniques plus productives. Les exploitations de chayotes ont ainsi vu leurs revenus nets augmenter jusqu'à 2100 USD en 2008.

Pour les acteurs des secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, le défi est de taille car il s'agit de nourrir la population mondiale tout en utilisant les ressources comme l'énergie, l'eau et les sols de manière plus durable et plus efficiente. Les enjeux sont particulièrement complexes pour les régions qui se caractérisent par la pauvreté, une rareté des ressources naturelles et une forte croissance démographique. A l'inverse, d'autres régions ont le potentiel d'augmenter leur production et de mieux utiliser les ressources disponibles. Au final, une coopération au développement efficace et efficiente est essentielle pour toutes ces régions.

Les expériences de la Suisse profitent au reste du monde

Dans le domaine de la coopération internationale au développement, la Suisse peut, grâce à son statut de pays alpin, décentralisé, multiculturel et appliquant la démocratie directe, se targuer d'expériences et de valeurs importantes pour le développement, en particulier des zones montagneuses ou d'autres régions aux structures similaires. De plus, la crise agricole qui, à la fin du XIXe siècle, a poussé près de la moitié de la population rurale helvétique à émigrer vers les centres urbains et à l'étranger, a marqué la politique nationale. La Suisse développa une forte volonté de soutenir sa propre agriculture. La recherche et le conseil, qui complètent le savoir agricole, n'ont pas perdu de vue les besoins des populations rurales.

Au cours des vingt dernières années, la Suisse, grâce à un engagement fort, a progressivement joué un rôle pionnier dans l'orientation de la politique agricole selon les principes fondamentaux du développement durable. Exemples parmi d'autres, le découplage entre le soutien des prix et celui des revenus, la subordination des paiements directs à des prestations écologiques ou encore les contributions de soutien en faveur de modes de production particulièrement respectueux de l'environnement (production bio et culture de céréales en mode extenso) ou des animaux. La Suisse peut apporter savoir et expérience dans la création de labels de développement durable (bio, commerce équitable) et dans la mise en œuvre de coopérations dans les filières du secteur alimentaire. Les acteurs privés comme les commerçants de détail et les transformateurs agro-alimentaires assument depuis des années une responsabilité dans la conception durable de leurs chaînes d'approvisionnement, en particulier en provenance des pays pauvres du Sud.



L'engagement suisse – une tradition pleine d'avenir

Une priorité de la politique suisse de développement

L'agriculture occupe traditionnellement une place prépondérante dans la coopération suisse au développement, ce dont témoigne la contribution de 1.189 milliard de francs suisses apportée par la Suisse à ce secteur entre 2003 et 2008. Ce qui équivaut à environ 13% du budget de la coopération au développement. La Suisse compte ainsi parmi les pays qui consacrent proportionnellement les moyens les plus importants à l'agriculture (illustration 3).

La boîte à outils de la coopération suisse au développement

La coopération suisse au développement dans le secteur de l'agriculture, y compris l'Aide humanitaire de la Confédération, repose d'une part sur la collaboration bilatérale directe avec différents pays et, d'autre part, sur la participation de la Suisse – conjointement avec d'autres Etats – à des organisations multilatérales, où la coordination des mesures permet une meilleure efficacité. Car les défis globaux requièrent des solutions harmonisées à l'échelle mondiale. Les organisations internationales spécialisées disposent de plus de possibilités d'influence et de compétences que n'en ont individuellement les Etats à travers la coopération bilatérale. S'agissant de la coopération suisse au développement dans le secteur de l'agriculture, entre 2003 et 2008, les activités bilatérales se sont chiffrées à 937 millions de francs suisses (= 13%), contre 252 millions pour les actions multilatérales (= 11%) (tableau 1).

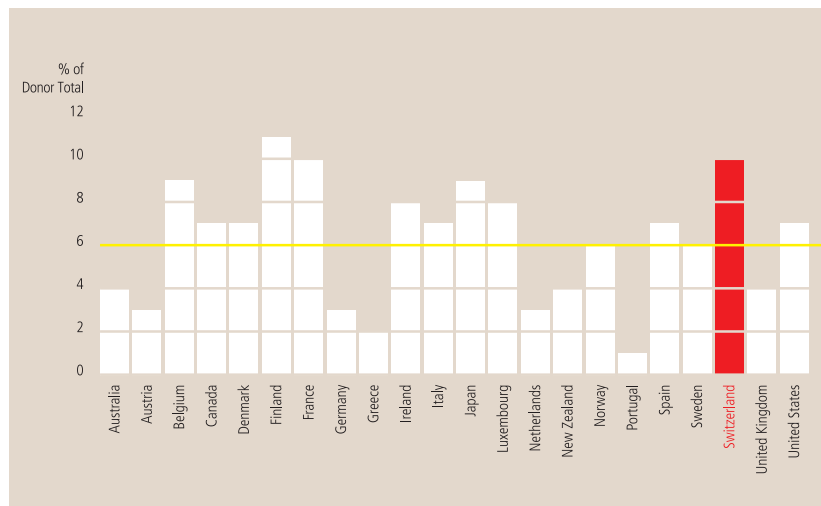


Illustration 3 : Pourcentage de la coopération bilatérale dans l'agriculture par rapport au budget total de la coopération au développement, 2007/2008 (source : OCDE (2010) : *Measuring Aid to Agriculture*).

Les activités du SECO et de la DDC sont complémentaires. Le premier se concentre sur les mesures de politique économique et commerciale dans les pays en développement, tandis que la DDC poursuit un double engagement, avec le développement sur le long terme des régions rurales les plus pauvres et l'aide humanitaire. C'est en Afrique que la Suisse investit proportionnellement le plus (illustration 4).

Coopération suisse au développement de la DDC et du SECO dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (A&S)		Ensemble des investissements 2003–2008 ° (en millions CHF)	Investissements A&S 2003–2008 (en millions CHF)	Part A&S relative à l'ensemble des investissements	Nombre de projets examinés dans le présent rapport
Développement économique (SECO)	Bilatéral	1409	99	7%	7
Développement rural (DDC)	Bilatéral	4017	516	13%	13
	Multilatéral*	2146	242	11%	3
Aide humanitaire (DDC)	Bilatéral	1585	322	20%	4
	Multilatéral	163	11	6%	0
Total	Bilatéral	7012	937	13%	24
	Multilatéral	2309	252	11%	3
		9321	1189	13%	27

Tableau 1 : Coopération suisse au développement dans le secteur de l'agriculture, 2003–2008 (chiffres arrondis). Pour le détail des calculs de l'engagement multilatéral, voir explications dans l'annexe 2.

* y compris contribution conjointe de la DDC et du SECO à la Banque mondiale
° du SECO, de la DDC et de l'Aide Humanitaire de la Confédération

Développement rural à travers les interventions de la DDC

Une agriculture qui repose sur une multitude d'exploitations familiales fournit des aliments à prix abordables sur les marchés locaux, génère des emplois et des revenus et contribue à la réduction de la pauvreté.

C'est pourquoi les ressources de la DDC en faveur du développement rural sont investies pour l'essentiel dans des institutions publiques et privées comme les services de recherche, de formation et d'appui-conseil, adaptés aux besoins des petites exploitations agricoles. Outre l'autosubsistance, les objectifs visés sont la gestion durable des ressources naturelles, la conservation et le développement continu du savoir local sur des méthodes de culture adaptées, ainsi que la préservation de la biodiversité. Les projets menés par la DDC soutiennent aussi les familles de paysans à commercialiser leurs produits sur les marchés nationaux et régionaux, ainsi qu'à diversifier leur exploitation. Ces projets permettent en particulier d'améliorer sensiblement la sécurité alimentaire et la qualité de vie des ménages sur le long terme.

Développement économique à travers les interventions du SECO

Le SECO ne concentre pas directement sa coopération économique au développement sur le secteur agricole. Il aide les pays partenaires à augmenter les revenus et les emplois dans les zones rurales, à professionnaliser l'agriculture et, en fin de compte, à assurer une croissance économique durable et à réduire la pauvreté. Les mesures prises par le SECO poursuivent un triple objectif : le renforcement des conditions cadres pour l'exportation de produits agricoles durables en provenance des pays en développement, l'utilisation durable des ressources naturelles et la stabilisation des prix des matières premières.



Coopération multilatérale au développement

Seule, la Suisse n'exerce qu'une action limitée. Sur l'aide totale consacrée dans le monde entier aux programmes agricoles des pays en développement, sa contribution ne représente que 1%. C'est pourquoi il est crucial qu'elle coordonne ses activités avec des organisations et des réseaux internationaux. La présence de la Suisse au sein d'organisations internationales actives dans le secteur de l'agriculture et l'influence qu'elle y exerce donnent d'importantes impulsions.

Les défis mondiaux requièrent des solutions harmonisées à l'échelle de la planète. Les organisations internationales spécialisées disposent de plus de possibilités d'influence et de compétences que n'en ont les Etats à travers la coopération bilatérale. Le soutien à l'agriculture prend les formes les plus diverses, que ce soit par la hausse de la productivité, l'accès au savoir, la création d'infrastructures rurales ou l'amélioration des conditions cadres (prix, crédits) et des filières. La Suisse offre son appui aux programmes et aux projets d'une série d'institutions multilatérales, dont bénéficie directement et indirectement le secteur agricole. Le présent rapport a analysé l'efficacité des interventions des organisations suivantes : Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), Fonds international de développement agricole (FIDA), Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) et Banque mondiale.

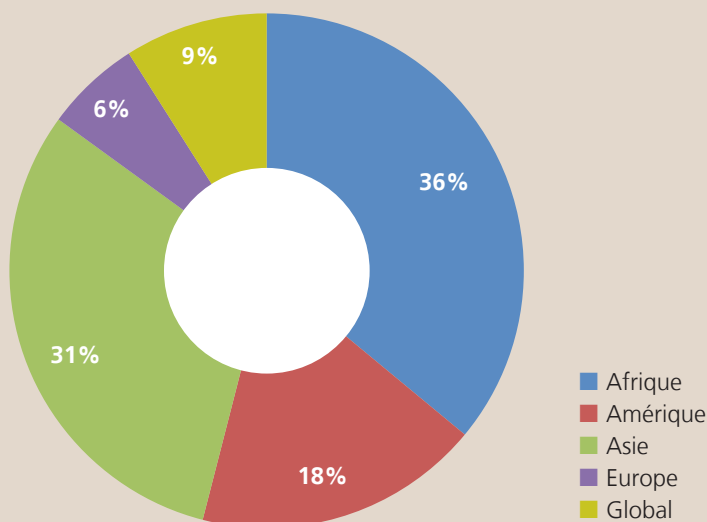


Illustration 4 : Répartition des dépenses bilatérales de la Suisse dans le secteur de l'agriculture (développement rural, développement économique et aide humanitaire), 2003-2008, par continent.

Nouvelles variétés de haricots en Afrique du Sud-Est

La Suisse, conjointement avec l'ACDI, USAID, DFID et la Fondation Rockefeller, finance la recherche et des programmes de culture de nouvelles variétés de haricots en Afrique australe. Au moins 10 millions de personnes dans 12 pays (2 millions de ménages) ont été concernés par ces projets entre 2003 et 2006 ; 200 000 ménages ont diversifié leurs techniques de culture.



Concrètement, le SECO est actif dans les domaines suivants :

- Promotion de conditions cadres favorables à la politique commerciale, comme l'introduction d'appellations d'origine géographique ;
- Amélioration des filières internationales ;
- Promotion et application des principales normes techniques et des standards de qualité ;
- Assurance d'une demande suffisamment forte de produits bio et issus du commerce équitable ;
- Amélioration de la gestion des risques (liés aux conditions météorologiques et aux prix) pour la production agricole.

Aide humanitaire de la Confédération

L'Aide humanitaire de la Confédération intervient lors de crises humanitaires graves, alors que la sécurité alimentaire de milliers de personnes est mise en péril.

Depuis des décennies, elle comprend l'aide alimentaire, soit la distribution à la population en détresse d'aliments de base comme du lait en poudre suisse et des céréales (farine, blé, maïs ou riz), achetés si possible sur place ou dans la région.

Lorsque les conditions cadres le permettent (p. ex. accès aux marchés locaux), la fourniture d'aliments est remplacée par une contribution unique en espèces, pour que les bénéficiaires puissent reconstruire

leurs moyens d'existence selon leur propre conception, qu'il s'agisse de l'achat d'animaux de rente, de denrées alimentaires ou d'autres produits de première nécessité.

L'Aide humanitaire de la Confédération œuvre de manière croissante à la mise en place de programmes de préparation aux catastrophes et de prévention des risques, dont l'objectif est de réduire la vulnérabilité de la population sur le long terme. En font partie l'adoption de pratiques agricoles adaptées, l'amélioration de la gestion des stocks et l'établissement de systèmes d'alerte précoce.

Avec le Corps suisse d'aide humanitaire (CSA), la Suisse dispose de spécialistes en mesure de garantir l'application de ces instruments.

Au service des petits producteurs

Les projets menés par la Suisse profitent pour l'essentiel aux petites exploitations agricoles familiales, aux organisations paysannes ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises du secteur alimentaire. De leur côté, les autorités, les instituts de recherche, les services de conseil ou les associations jouent le rôle d'intermédiaires entre les principaux groupes cibles et les responsables de projets. L'Aide humanitaire se tourne vers les victimes de crise, en particulier les enfants malnutris et orphelins, ainsi que les femmes en situation de vulnérabilité.



Nouveaux emplois grâce au Swiss import promotion programme (SIPPO)

Le programme SIPPO vise à faciliter l'accès des PME des pays en développement aux marchés européens. Selon une étude réalisée par l'Université de Harvard en 2007, l'allocation par SIPPO d'une contribution de 8.5 millions CHF en 2006 a permis de créer 3800 emplois directs dans les entreprises concernées, et environ 23 000 postes de travail indirects chez les fournisseurs.

Qui paie veut des résultats

Les effets peuvent être d'origines diverses

La complexité des processus de développement rend la preuve de leurs effets proportionnellement difficile, tant le lien de causalité n'est pas toujours évident : ainsi, la réduction de la pauvreté (effet) dans un pays ou parmi un groupe de population donné n'est pas automatiquement imputable à l'aide au développement apportée (cause), car les résultats obtenus dans le cadre de projets de développement sont également influencés par des facteurs externes non contrôlables (illustration 5 et 6).

La Suisse recourt à divers instruments pour orienter et mettre en œuvre ses programmes de manière ciblée sur les résultats. Il s'agit notamment d'évaluer les besoins du groupe bénéficiaire en début de projet, puis de formuler les activités en fonction de ces derniers. Les plans d'action assortis d'objectifs mesurables servent d'instrument de pilotage aux responsables de projets, leur mise en œuvre étant régulièrement examinée dans le cadre d'évaluations, afin de procéder aux adaptations nécessaires. Or, il n'en a pas toujours été ainsi. Il y a quelques années seulement que les responsables de projets développent des indicateurs adaptés pour mesurer l'efficacité, afin d'interpréter correctement les résultats et de pouvoir en tirer des enseignements pour la suite du projet. Ce «cycle d'observation des projets» est également utilisé dans le cadre de la collaboration avec les organisations partenaires et les agences multilatérales.

Interventions examinées pour mesurer l'efficacité

Pour les besoins du présent rapport sur l'efficacité, 27 interventions – tant des projets bilatéraux que des contributions financières à des organisations multilatérales – ont été retenues parmi une présélection géographique et thématique (annexe 1). Le succès ou l'échec des projets n'était pas un critère de présélection.

L'analyse d'efficacité a été réalisée par des experts externes et se fonde sur des documents de projets existants ainsi que sur dix visites de projets dans six pays.

Aperçu des résultats

Afin de garantir une bonne présentation des résultats et de tenir compte de la diversité du secteur de l'agriculture, y compris la sécurité alimentaire, les interventions analysées ont été classées selon quatre domaines thématiques :

- Pages 14/15 : augmentation de la production et de la productivité des exploitations familiales agricoles (neuf interventions analysées).
- Pages 16/17 : amélioration des conditions cadres de la politique économique et commerciale pour les familles de paysans, les organisations de producteurs et les PME (cinq interventions analysées).
- Pages 18/19 : établissement de filières orientées vers le marché et opérationnelles sur le long terme (neuf interventions analysées).
- Pages 20/21 : atténuation des crises alimentaires (quatre interventions analysées).



Arménie : hausse des revenus malgré le renchérissement des produits fourragers et la baisse du prix du lait

La Suisse soutient la population rurale dans la région de Sisian, dans le Sud-Caucase, en collaborant avec des acteurs du marché. Il s'agit notamment d'améliorer la production et la commercialisation du lait. Un projet lancé en 2002 a commencé à porter des fruits à partir de 2004. Ainsi, grâce à la vente organisée de lait frais, le revenu des villageois s'est fortement amélioré jusqu'en 2008. Malheureusement, depuis lors, la baisse du prix du lait et le renchérissement des produits fourragers ont conduit à une baisse des revenus.

Illustration 5 : L'auto-appréciation du changement de la qualité de vie par les bénéficiaires du projet durant la période examinée repose sur des discussions de groupe menées dans le cadre du présent rapport. Le projet et une série de facteurs externes influencent positivement mais aussi négativement la qualité de vie des personnes interrogées. Cet exemple illustre l'importance d'une analyse des risques aussi bien au début que durant une intervention.

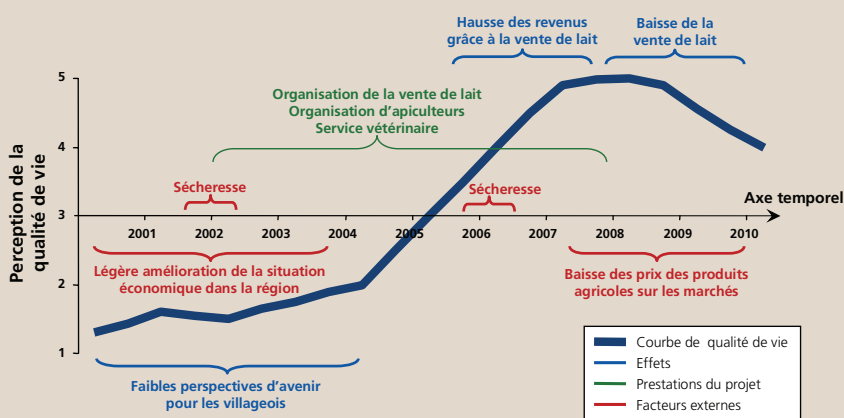
La chaîne des résultats

La relation complexe entre cause et effet peut être illustrée au moyen de chaînes de résultats. L'illustration 6 montre la chaîne des résultats simplifiée dans la coopération au développement.

Les chaînes de résultats permettent, pour les projets de développement ou les actions humanitaires, d'établir le lien de causalité entre la planification (objectifs fixés, visés) et le contrôle du résultat (prestations fournies et leurs conséquences). A noter que les facteurs externes ont un impact proportionnellement limité sur les activités de projets et les prestations apportées. A l'inverse, l'influence exercée par des facteurs non liés aux activités de projets (p. ex. évolution mondiale des prix des denrées alimentaires, catastrophes naturelles ou changement climatique) est plus grande sur les effets visés à court, moyen et long terme.

Les résultats des analyses sont présentés dans les pages suivantes. Les quatre domaines thématiques sont accompagnés d'un schéma qui montre les interactions entre les différentes chaînes de résultats. Ces dernières sont représentées graphiquement dans le schéma concerné.

Courbe de qualité de vie* pour le village de Lor (district de Sisian), Arménie



* durant la discussion de groupe menée le 10.03.2010 dans le village de Lor, les participants (9 femmes et 30 hommes) ont tracé une courbe reflétant la qualité de vie perçue sur une échelle de 1 (très mauvaise) à 5 (très bonne) au fil du temps.

Chaîne des résultats simplifiée

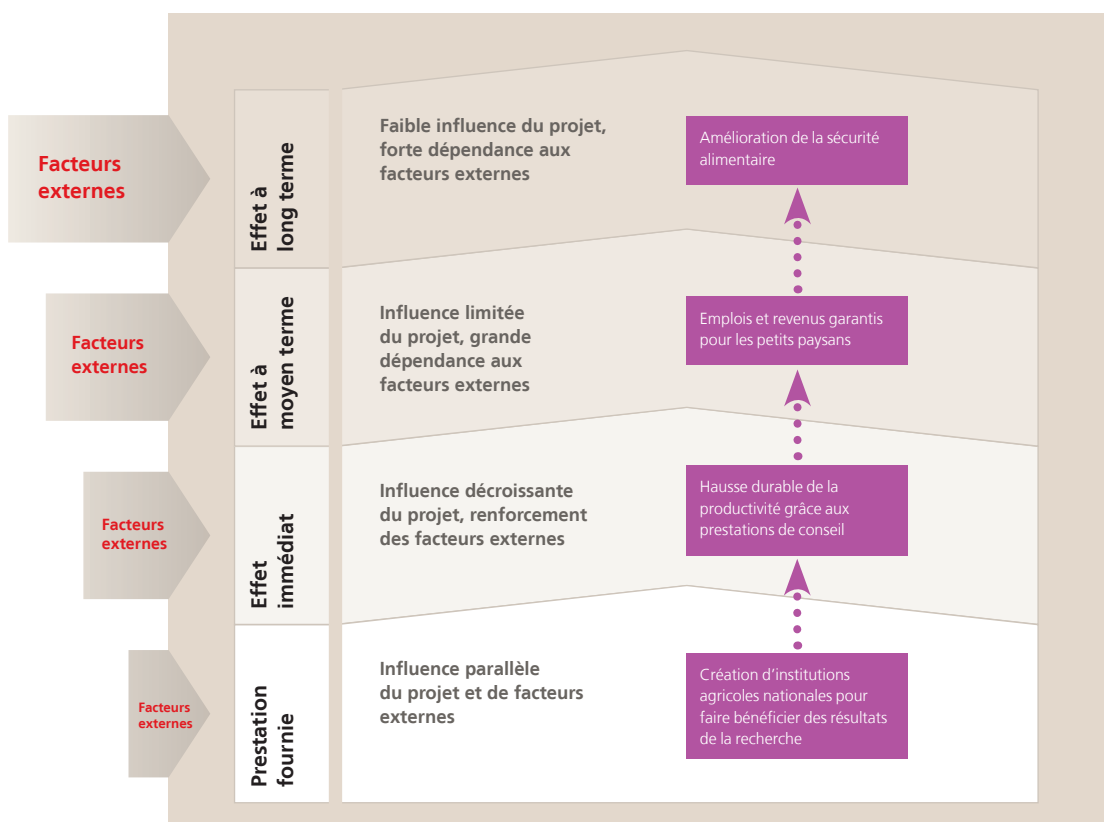
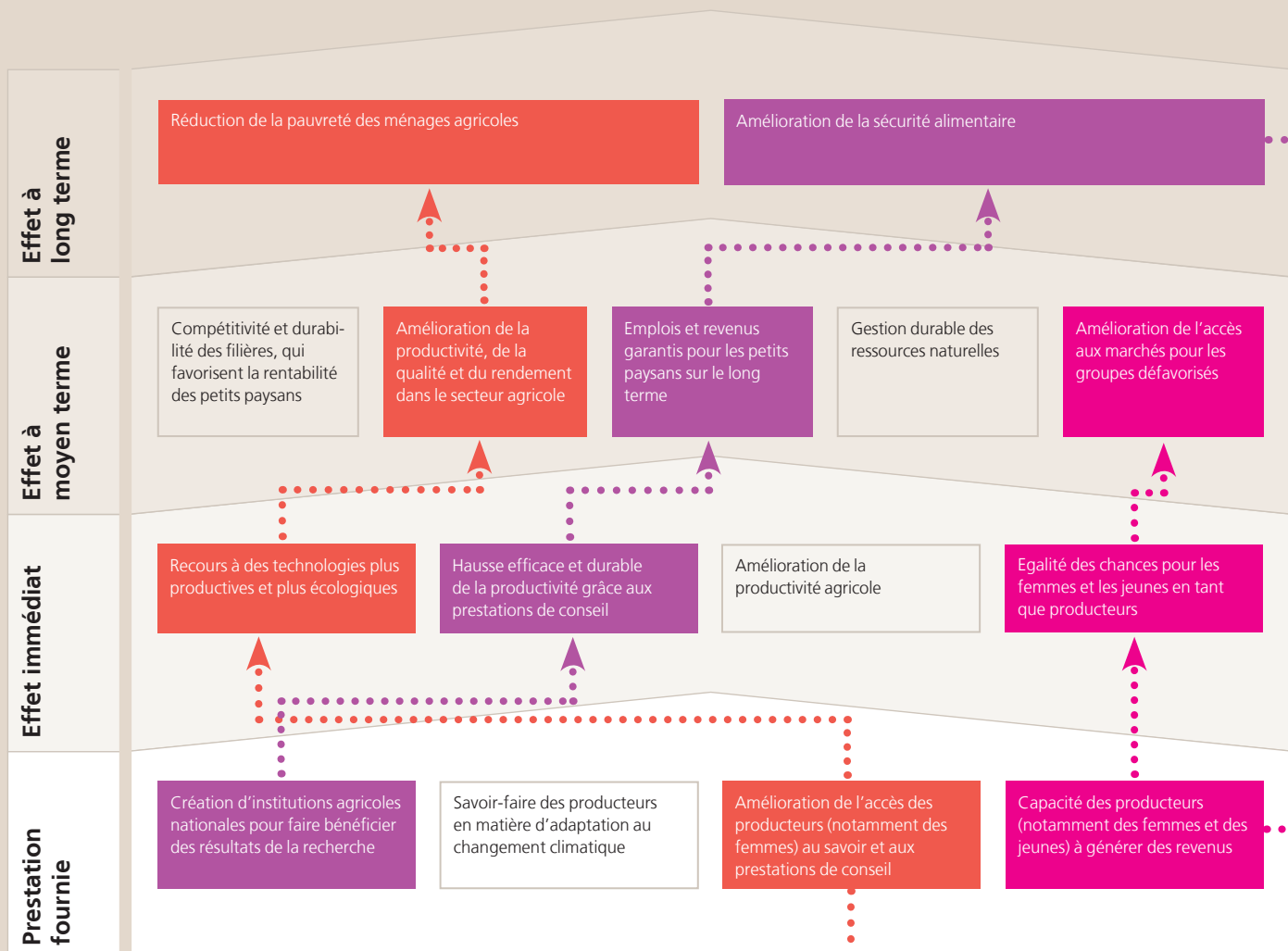


Illustration 6 : Chaîne des résultats illustrative de l'exemple CGIAR (cf. page 14) – représentation simplifiée de la relation entre cause et effet dans des projets de coopération au développement.

Réussites et revers

Augmentation de la production et de la productivité

Grâce à des services de recherche et d'appui-conseil agricoles innovants et orientés vers la pratique, les paysans améliorent leur production agricole, leur productivité et la qualité des produits. La charge de travail diminue et le système de production devient plus durable. Les neuf interventions bilatérales passées en revue ont permis à elles seules de venir en aide à plus de 14 millions de personnes.



Constats

Les activités menées par la Suisse se concentrent sur le renforcement des instituts nationaux de recherche et leur mise en réseau internationale. Ses programmes et projets favorisent la diffusion – adaptée aux conditions locales – de technologies améliorées, en veillant particulièrement aux innovations qui préservent l'environnement et les ressources, les facteurs de production eau et sol, les conditions cadres politiques ainsi que l'accès au crédit.

Réussites : les paysans utilisent de plus en plus de meilleures races animales et semences, ainsi que des techniques de culture plus productives, ce qui, conjugué à un meilleur accès aux marchés de distribution et à l'établissement de filières, a permis de générer des emplois et d'accroître le revenu des familles de paysans. L'augmentation de la production renforce par ailleurs l'attractivité de l'agriculture et de l'élevage d'animaux de rente. Et une meilleure productivité se traduit par une gestion plus durable des ressources et une meilleure adaptation au changement climatique. L'attention portée pour ces projets à la question de genre assure aux femmes un accès à la propriété foncière et améliore leurs revenus.

Potentiels d'amélioration : de nouvelles technologies, variétés de plantes ou races doivent apporter des solutions à court terme aux problèmes actuels des paysans, afin que la sécurité alimentaire soit assurée. Il convient de poursuivre les efforts pour impliquer davantage les jeunes dans les programmes et les projets.

Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) : hausse de la production et des revenus pour les petits producteurs

La Suisse est un partenaire engagé du CGIAR depuis la fondation de ce réseau de recherche en 1971. Figurant parmi les cinq principaux pays donateurs, elle apporte des ressources scientifiques et techniques via d'innombrables institutions comme les EPF de Zurich et de Lausanne, l'Université de Berne, l'Institut Tropical Suisse, l'Agroscope, l'Institut de recherche de l'agriculture biologique ou encore la Haute école suisse d'agronomie. D'importants résultats ont été obtenus dans le cadre de l'activité de recherche du CGIAR. Voici quelques exemples : 6000 emplois ont été créés au Nigeria depuis 2004 grâce à des nouvelles technologies de production et de transformation du manioc. Les revenus des familles de paysans et des PME ont par ailleurs crû de 50 millions USD. Des méthodes de culture qui préservent les sols comme la culture sans labour ou les engrais verts protègent les terres, économisent de l'eau et réduisent les émissions de CO₂. La diffusion rapide de ces techniques dans la culture du riz et du blé en Asie du Sud a réduit les coûts de production de 10% tout en améliorant la productivité dans les mêmes proportions. Un demi-million de paysans appliquent cette technologie sur 3.2 millions d'hectares. L'utilité économique estimée s'élève à 147 millions USD au total.

500 000

paysans ont recours à des méthodes durables dans la culture du riz et du blé



Fonds international de développement agricole (FIDA) : formation et adaptation des structures de production et de transformation grâce aux crédits accordés aux familles de paysans

A travers des prêts spécifiques aux pays, cette organisation spécialisée des Nations Unies finance des programmes et des projets en faveur des populations rurales pauvres dans des pays en développement. Depuis la fondation du FIDA en 1977, la Suisse lui a versé, en sa qualité de membre actif, des contributions dépassant 120 millions USD au total. Entre 2003 et 2008, ce montant s'est élevé à 42 millions CHF. Elle cofinance par ailleurs des projets du FIDA en Afrique de l'Ouest, en Asie centrale et en Asie de l'Est. En 2009, le FIDA a formé trois millions de paysans, a financé la construction de 15 000 kilomètres de routes et accordé 29 millions de microcrédits.



Depuis 1977, plus de

350 millions

de personnes ont amélioré leurs compétences professionnelles

Mali : recherche commune de solutions

Conjointement avec des paysans, des chercheurs ont trouvé des solutions à des problèmes tels que l'infertilité des sols et le manque d'eau récurrent, en développant une variété de riz résistante et en la combinant avec des techniques optimisées de gestion des terres et de l'eau. 1460 paysans, parmi lesquels un grand nombre de femmes, se sont lancés dans la culture de cette nouvelle variété. Entre 2002 et 2004, les rendements ont progressé de 400 à 1500 kilos par hectare. Un deuxième projet de recherche couronné de succès a été l'élevage d'une nouvelle race de moutons plus résistante aux maladies. En l'espace de trois ans, 104 des 114 ménages du village de Kaniko ont par exemple opté pour cette nouvelle race. Le prix du marché de ces moutons a triplé, tandis que le revenu familial a été multiplié par six.

Le chiffre d'affaires de

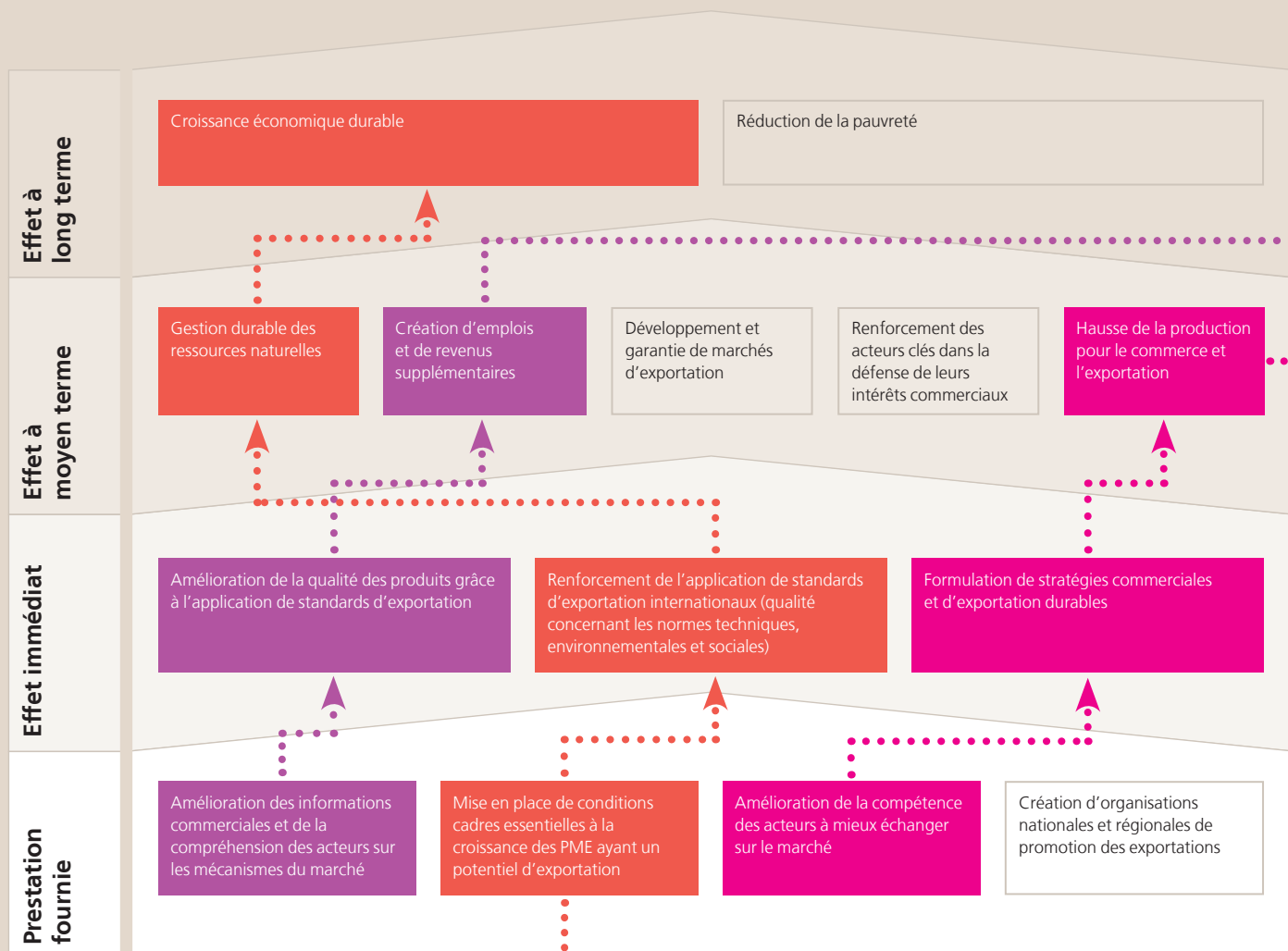
39 000

familles soutenues a augmenté de 43%



Amélioration des conditions cadres de politique commerciale

Les pays dotés de stratégies en matière de commerce et d'exportation tirent mieux profit du commerce agricole mondial. La Suisse soutient des gouvernements, des associations, des entreprises et des producteurs dans le développement et la mise en œuvre de leur politique commerciale, et façonne son propre régime d'importation de manière propice au développement.



Constats

Les pays en développement doivent pouvoir saisir les opportunités créées par le commerce international de produits agricoles. La Suisse assiste les pays partenaires dans la formulation et l'application de leur politique commerciale, et accompagne des candidatures d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ainsi que l'application des accords de l'OMC. Elle apporte son aide à la mise sur pied et à la gestion de services spécialisés au sein des administrations des pays concernés, ainsi qu'à la formulation de stratégies d'exportation, en veillant plus particulièrement à l'utilisation des potentiels offerts par les marchés mondiaux et à la garantie de la sécurité alimentaire locale. Soucieuse de la cohérence, la Suisse accorde des avantages douaniers sur le marché helvétique aux produits provenant des pays en développement.

Réussites : grâce au soutien fourni par la Suisse, des pays comme le Pérou et le Mali sont parvenus à mieux présenter et défendre leurs intérêts dans le cadre d'accords commerciaux avec d'autres pays. La clé du succès tient à l'implication des producteurs dans la formulation des politiques. La Suisse a pu faciliter l'accès au marché helvétique et augmenter les ventes grâce à l'introduction d'un accès libre de droits douaniers et de tout contingentement aux produits provenant des pays en développement les plus pauvres, à la franchise douanière de nombreux produits agricoles transformés ainsi qu'à des remises de droits de douane pour les principaux produits agricoles importés de tous les pays en développement.

Potentiels d'amélioration : la collaboration avec d'autres pays donateurs pourrait être intensifiée, par exemple avec l'UE et la Norvège en ce qui concerne la simplification des règles d'origine dans le contexte de préférences tarifaires pour les produits en provenance des pays en développement. Ceci renforcerait l'influence exercée par la Suisse en faveur de conditions cadres commerciales favorables au développement durable. Il conviendrait aussi de supprimer les taxes sur les importations des pays en développement qui servent à financer la constitution de réserves obligatoires de matières premières stratégiques.

Afrique de l'Ouest : nécessité d'abolir les subventions à l'exportation du coton des pays industrialisés

En Afrique de l'Ouest, quelque 10 à 15 millions de personnes vivent de la culture du coton et livrent 5% de la production mondiale. La production de coton ouest-africain est la moins chère au monde et ses producteurs comptent parmi les plus pauvres de la planète. La chute des prix sur les marchés mondiaux a précipité les paysans du Sahel dans une profonde crise, confrontés à l'impossibilité de couvrir les coûts de production et de rembourser les crédits contractés pour l'achat de semences et d'engrais. Ils ne sont pas les seuls à souffrir, toute la société est concernée. Selon des estimations, les pertes de recettes dues au subventionnement de la production du coton par les pays industrialisés s'élèvent au moins à 250 millions CHF par an.

La Suisse a aidé les pays d'Afrique de l'Ouest à formuler leurs positions et leurs contributions dans le cadre de l'actuel cycle de Doha de l'OMC. Avec succès : il semble désormais acquis qu'il sera impossible de conclure ce cycle sans résoudre la question controversée des subventions à l'exportation. L'opinion mondiale a été sensibilisée et l'on peut s'attendre à une redynamisation de la production de coton en Afrique de l'Ouest après la fin du cycle de Doha.



6494

producteurs de coton
ont augmenté leur
revenu de 10 à 30%

Pérou : professionnalisation de la promotion du commerce

Seules des conditions cadres largement reconnues et efficaces profitent au commerce. La bonne réalisation de cet objectif passe par une participation active de l'économie, des associations et de la société civile aux politiques concernées. Au Pérou, c'est ainsi qu'ont été élaborées des études techniques et des prises de position au sujet des questions d'exportations de produits agricoles. Ces études ont aussi nourri l'élaboration de positions officielles pour des négociations internationales. Cette base a par exemple servi lors des négociations et de la conclusion de l'accord de libre-échange agricole avec les Etats-Unis.



40

petites entreprises ont
conclu de nouveaux
contrats d'exportation
avec un volume
d'affaires supérieur à
1 million USD

Fondation Max Havelaar Suisse : poursuite d'une histoire à succès

Afin de faciliter l'accès des produits durables sur le marché helvétique, la Suisse a financé la mise sur pied de la Fondation Max Havelaar Suisse par une contribution de 2.8 millions CHF entre 1992 et 2000. L'objectif était de participer à la création d'une organisation qui favorise l'importation de biens issus du commerce équitable par l'apposition d'un label. Cette organisation devait aussi informer des effets positifs du commerce sur le développement des pays producteurs. Le consommateur suisse, à travers un achat ciblé, peut ainsi apporter une contribution personnelle au développement. Durant la période analysée par le rapport sur l'efficacité (2003-2008), des effets positifs ont été perçus dans les pays participant au commerce équitable. Les produits équitables sont des clés d'accès aux marchés internationaux d'exportation. En 2007, 400 organisations de producteurs et 150 plantations avec 1.5 million de producteurs et de travailleurs dans 57 pays en ont profité. Si l'on compte les familles des travailleurs, ce ne sont pas moins de sept millions de personnes qui ont été concernées. Face à ce grand succès, des bailleurs de fonds provenant de cinq pays ont uni leurs forces, à l'initiative de la Suisse, pour promouvoir le commerce équitable à l'échelle internationale, ainsi que pour harmoniser et coordonner son développement continu sous la houlette de l'organisation faîtière *Fairtrade labelling organizations international* (FLO). Max Havelaar est désormais financièrement autonome.

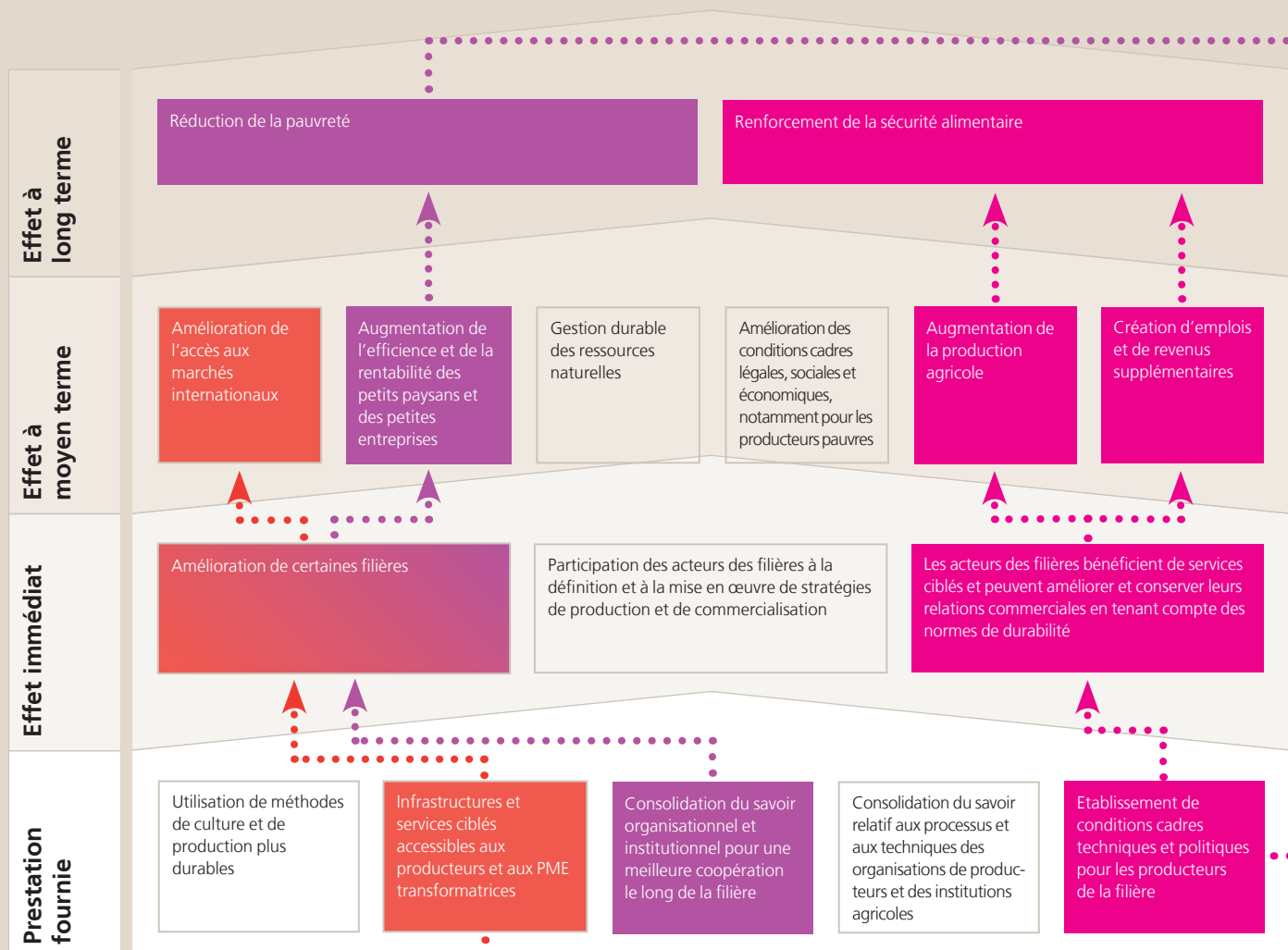


1.5 million

de producteurs et
travailleurs profitent du
commerce équitable
dans 57 pays

Amélioration des filières entre « producteurs et consommateurs »

L'instauration et le développement de relations commerciales avec les producteurs, les transformateurs, les négociants et les consommateurs génèrent des emplois dans le cadre de filières tout en faisant progresser les revenus de la population. Les neuf interventions bilatérales analysées ont amélioré l'accès de près de 1.3 million de familles de paysans aux marchés locaux et internationaux.



Constats

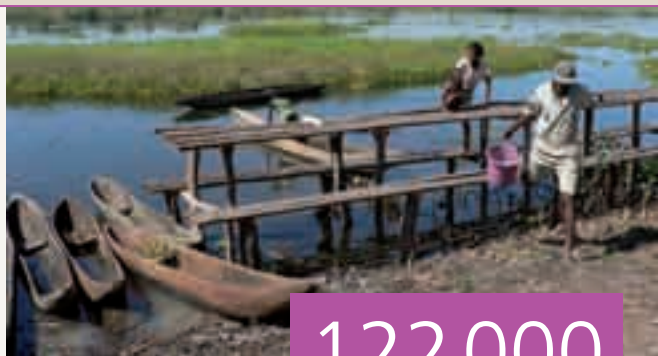
La promotion de projets agricoles montre souvent des résultats plus prometteurs en soutenant le parcours d'un produit « de la ferme jusqu'à l'assiette du consommateur » plutôt qu'en se concentrant sur une mesure isolée. Tous les maillons de la filière doivent fonctionner pour assurer l'acheminement du produit sur le marché (approche des chaînes de valeurs). Les projets suisses soutiennent les différents acteurs de la filière, à savoir les producteurs par des prestations de conseil, l'industrie de transformation par une amélioration des emballages, ainsi que les exportateurs par un meilleur étiquetage et un soutien au respect des normes techniques.

Réussites : la certification des producteurs et entreprises de petite taille selon des normes de production et de qualité a favorisé leur accès aux marchés d'exportation. L'accroissement du rendement et de la diversification de la production agricole a eu pour effet de stimuler les ventes sur les marchés locaux, régionaux et internationaux, d'augmenter les revenus et de créer des emplois.

Potentiels d'amélioration : seuls 8% des produits agricoles négociés sur les marchés mondiaux sont produits selon des standards de durabilité dont l'application résulte d'une démarche volontaire. La Suisse peut promouvoir l'importation de biens produits de manière durable, par exemple par le lancement d'une plateforme encourageant l'achat de produits durables par le secteur privé et le secteur public. Il s'agirait de poursuivre les efforts visant à harmoniser les standards de durabilité volontairement adoptés à l'échelle internationale et à garantir leur compatibilité, afin de faciliter leur application et de la rendre moins onéreuse pour les producteurs.

Madagascar : accès garanti aux denrées alimentaires

Depuis 2000, 150 000 personnes ont participé à 1500 sous-projets dans les régions d'Imerina, de Betsileo et de Morondava. L'augmentation de la production de fraises, de poisson, de miel et de soie, ainsi que l'amélioration de l'accès au marché et de la qualité de la production ont fait progresser les revenus moyens des ménages et accru la sécurité alimentaire. Les progrès enregistrés dans la santé, la sécurité alimentaire et l'environnement social ont permis à plus de 40 000 ménages d'accroître leur niveau de vie et à 8000 foyers d'augmenter leurs revenus. La culture de fraises en est un bon exemple : la production moyenne d'un ménage a augmenté de 11%, ce qui s'est traduit par une croissance du bénéfice d'exploitation annuel par ménage de 14%, qui est passé de 148 CHF environ en 2001 à 170 CHF en 2004.



122 000

personnes ont augmenté
leur production et disposé
d'un meilleur accès
au marché

Mozambique : hausse des revenus grâce à l'exportation de noix de cajou

La production de noix de cajou a nettement progressé au Mozambique grâce à l'introduction d'un système de gestion de la qualité ainsi qu'à l'amélioration des structures de management et des processus de transformation. Cette amélioration a permis de répondre à la demande internationale, d'assurer les ventes et d'améliorer les conditions d'octroi des garanties bancaires. Neuf nouvelles entreprises de transformation ont ainsi vu le jour, générant 5000 emplois. En 2008, leur bénéfice d'exploitation s'élevait à 1.3 million USD (alors qu'il était nul en 2002). La vente de noix de cajou a amélioré les revenus de près d'un million de ménages – producteurs et ouvriers – dans des régions rurales, ce qui a stimulé à son tour l'économie locale. Les coûts d'investissement du projet, qui s'élèvent à 3 millions USD pour les cinq premières années, ont été pratiquement amortis grâce aux seules recettes dégagées par les neuf entreprises de 2003 à 2008 (2.65 millions USD).



La production de noix
de cajou a entraîné
la création de

5000
emplois

Pérou : de bons résultats mis à mal par des facteurs externes

En 1999, 100 familles se lancent dans la culture du paprika ; cette initiative marque le point de départ d'une histoire à succès. Entre 2003 et 2004, la production de paprika passe de 8600 kg à 40 000 kg et est intégralement écoulée sur le marché domestique et à l'étranger. Le chiffre d'affaires généré par les exportations progresse de 9000 EUR en 2003 à 57 000 EUR en 2004. Les revenus des familles de paysans augmentent substantiellement. En 2006, toutefois, la chute des prix met brutalement fin à cette expansion.



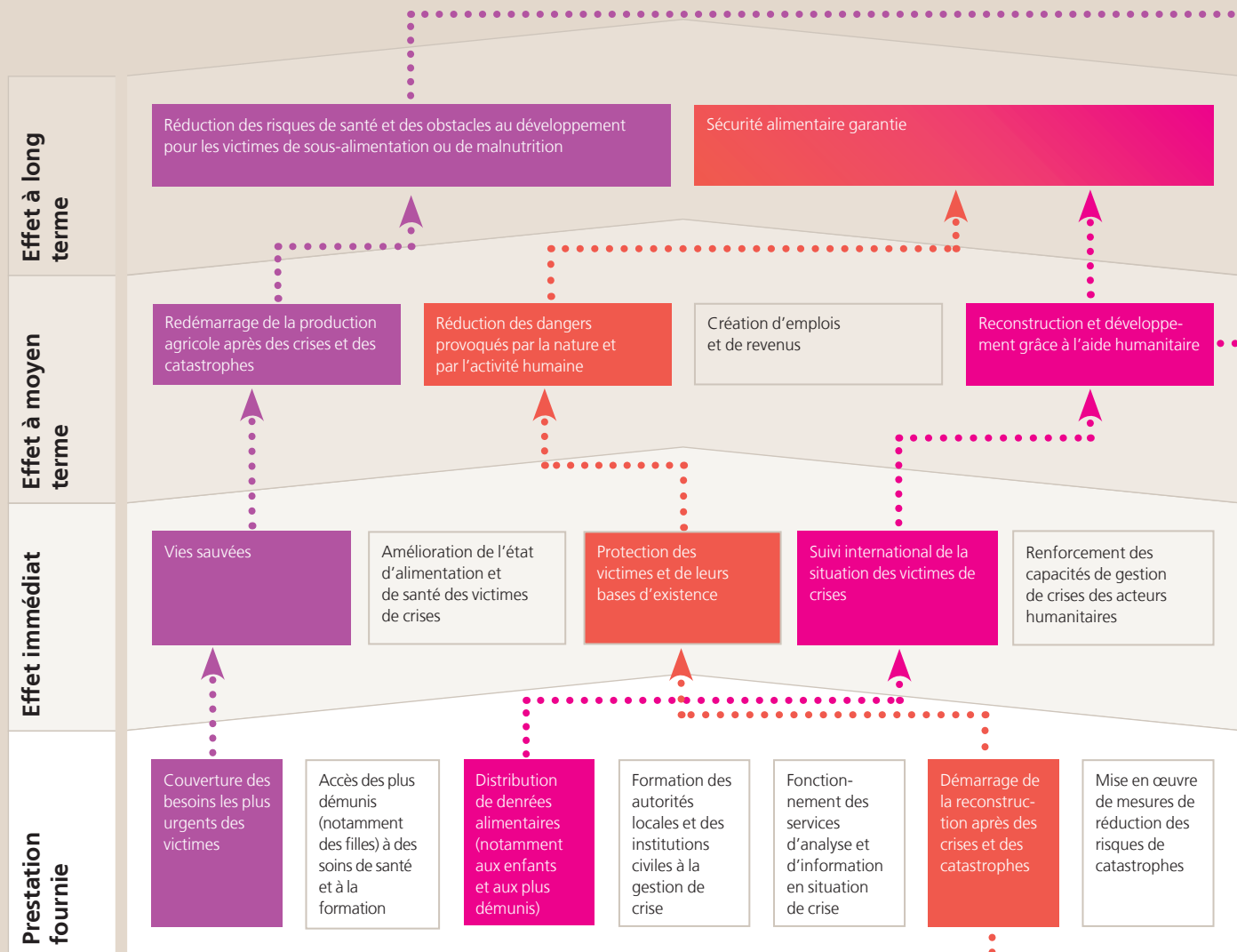
En 2004, le chiffre
d'affaires de la
culture du paprika
a été multiplié par

6

en une année

Atténuation des crises alimentaires

Parallèlement à ses opérations à court terme, par lesquelles elle sauve des vies, l'aide humanitaire contribue à une amélioration à long terme de la sécurité alimentaire par des mesures visant à réduire les risques de catastrophes et à prévenir les crises.



Constats

L'Aide humanitaire de la Confédération est déployée sous différentes formes, comme la distribution de lait en poudre à des personnes dans le besoin, le versement en espèces à des groupes cibles et les contributions financières au PAM. Les fonds débloqués au titre de l'aide humanitaire permettent de venir en aide à des populations dans le besoin du fait d'un conflit armé, d'une catastrophe naturelle ou en raison de la pauvreté chronique. Une attention particulière est accordée aux femmes et aux enfants ainsi qu'à d'autres personnes très vulnérables comme les réfugiés, les personnes déplacées et les malades.

Réussites : les fonds alloués profitent directement aux groupes de population les plus menacés. Les interventions permettent de sauver des vies ainsi que de réduire la mortalité infantile et les séquelles physiques et psychiques de la sous-alimentation.

Potentiels d'amélioration : souvent menés dans des zones de crise (conflit ou catastrophe naturelle), les projets visent prioritairement à assurer la survie des victimes. Ils n'ont en revanche aucune influence à long terme sur les facteurs entravant l'accès durable aux denrées alimentaires. En situation de crise également, l'aide déployée doit inclure le plus tôt possible davantage de mesures visant à assurer l'approvisionnement alimentaire sur le long terme.

Burkina Faso : le lait en poudre suisse sauve des vies

Dans des régions fortement touchées par la sous-alimentation, l'Aide humanitaire distribue du lait en poudre suisse. Ainsi, 3000 tonnes d'une valeur de près de 20 millions CHF sont distribuées chaque année dans le monde entier par les œuvres d'entraide suisses et le PAM. Le lait en poudre est utilisé pour le traitement ciblé de la malnutrition et de la sous-alimentation.

Au Burkina Faso, un traitement de deux mois en moyenne à base de lait en poudre enrichi a été administré à près de 259 800 personnes, surtout des enfants en bas âge, ce qui a permis de réduire le taux de mortalité de ce groupe au niveau local et d'améliorer l'état de santé d'autres personnes sous-alimentées comme les mères qui allaitent, les femmes atteintes du sida et les orphelins. Les conseils dispensés ont en outre contribué à des changements positifs au niveau du comportement alimentaire des personnes chargées de l'éducation des enfants, en particulier des mères. Toutefois, faute d'être associés à des mesures de promotion de la production de lait ou d'autres sources de protéines à l'échelle locale, les programmes de distribution ne permettent guère d'assurer la durabilité des interventions.



259 800

enfants ont reçu du lait suisse
en poudre comme aide
alimentaire d'urgence

Soudan : la Suisse est un important partenaire du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies

En 2008, le PAM a distribué des denrées alimentaires à 102 millions de personnes dans 78 pays. A raison d'une contribution de 6.14 USD par personne, la Suisse était le douzième donateur du PAM et a apporté une contribution ciblée à des projets d'aide dans 35 pays. La Suisse expressément appelle le PAM à privilégier l'achat de denrées alimentaires sur les marchés locaux et régionaux avec les fonds qu'elle lui verse, afin d'y favoriser la production.

L'opération d'une ampleur inédite que le PAM déploie au Soudan est financée par la Suisse à hauteur de 2.7 à 5.4 millions CHF par an. Depuis 2002, ce programme soutient chaque année trois à six millions de personnes présentant un état de santé critique.

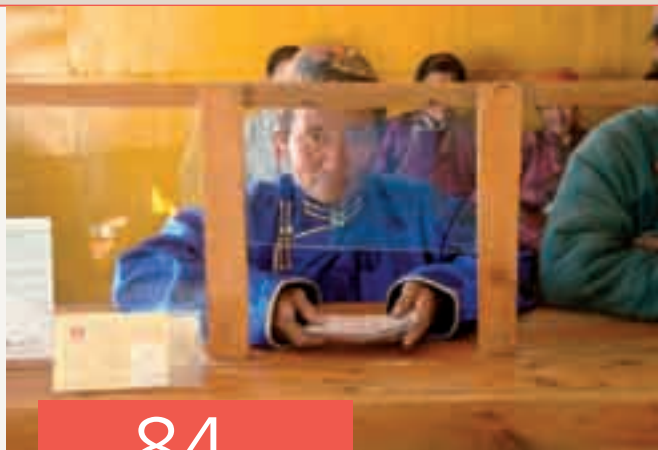


6 millions

de personnes, dont
60% de femmes,
ont accédé à l'aide
alimentaire

Mongolie : le versement en espèces à des éleveurs dans le besoin permet de maintenir leurs conditions de vie

La Mongolie a été frappée à deux reprises, en 1999 et en 2001, par un « dzud » – une vague de froid intense qui fait suite à un été extrêmement sec. Ce phénomène climatique a causé la mort de onze millions d'animaux de rente, laissant 63 000 éleveurs sans moyen de subsistance. Dans les régions d'intervention du projet, plus de 8000 familles particulièrement affectées ont bénéficié entre 2002 et 2006 d'une contribution unique en espèces d'un montant de 180 à 200 CHF. Trois ans plus tard, 84% d'entre elles étaient à nouveau en mesure de vivre principalement de leur activité. La production de céréales et le nombre d'animaux sont allés croissant. Selon l'office national de la statistique, la pauvreté est nettement moins importante dans les provinces soutenues que dans les environs. Cela étant, les effets positifs du programme sont menacés par la progression des changements climatiques : nombre de familles sont revenues au mode d'exploitation des pâturages non durable qui était le leur avant le « dzud ».



84%

des personnes soutenues
sont parvenues, après trois
ans, à vivre à nouveau
principalement de leur
activité d'élevage

Résultats et potentiels

La Suisse a résolument orienté son engagement dans l'agriculture vers le développement durable, à contre-courant parfois d'autres bailleurs de fonds et pays partenaires, qui avaient délaissé ce secteur. Du fait des compétences qu'elle a mises en place à long terme avec des organisations partenaires reconnues à l'échelle locale (universités, entreprises privées, œuvres d'entraide) et de sa coopération avec des organisations multilatérales, la Suisse peut contribuer grandement au développement du secteur agricole, afin de réduire la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire.

Si les projets examinés montrent que la coopération suisse au développement atteint ses objectifs dans le secteur agricole et dans le cadre des interventions visant à renforcer la sécurité alimentaire, ils révèlent aussi un potentiel d'amélioration. Les enseignements opérationnels fournis par l'analyse du présent rapport se rapportent, d'une part, à des résultats de projets, d'autre part, à leur gestion.

Constats relatifs à des facteurs susceptibles d'offrir une meilleure efficacité

Durabilité

Les évolutions commerciales, environnementales et les pratiques de consommation imposent également aux pays pauvres d'adapter leurs pratiques agricoles. Il ressort de l'analyse que, parallèlement à des améliorations techniques (nouvelles espèces végétales ou races animales, systèmes d'irrigation, etc.), l'introduction volontaire de standards sociaux et écologiques peut contribuer à cette évolution. Souvent, les standards de durabilité facilitent l'accès qualifié des producteurs au marché, favorisant la création d'emplois et de revenus. Convaincue très tôt de l'importance

de l'application de standards de durabilité sur une base volontaire, la Suisse est – avec l'Allemagne – le plus grand donateur dans ce domaine. L'adoption à plus large échelle de l'approche systémique de la Suisse, par d'autres donateurs et organisations, peut, doublée d'une sensibilisation accrue des consommateurs, favoriser la croissance du développement durable.

Engagement multilatéral

Les compétences et l'intérêt à long terme de la Suisse dans l'agriculture et le développement rural sont reconnus tant par des bailleurs de fonds importants que dans les pays en développement. La Suisse siège dans les conseils d'administration de grandes organisations multilatérales: elle y œuvre au déroulement efficient, équitable et transparent des processus décisionnels. Elle veille en outre au respect du mandat dévolu aux organisations multilatérales et à leur collaboration efficiente avec d'autres acteurs.

Aide humanitaire axée sur le développement

Dans des situations de crise, l'aide humanitaire appelle une intervention immédiate. En s'attachant prioritairement à assurer la survie des victimes, l'aide d'urgence ne met pas l'accent sur la durabilité. Par contre, des réflexions autour d'une amélioration de la situation et d'une meilleure résistance aux crises peuvent être entamées déjà dans la planification et la mise en œuvre de l'aide d'urgence ainsi que dans les phases de transition. Le passage à des programmes de développement à longue échéance et axés sur la durabilité doit être envisagé à un stade précoce. La prévention devrait faire davantage partie intégrante de ces programmes.

Conseil à des paysans au Nicaragua

Entre 2005 et 2009, la Suisse a contribué à hauteur de 10.5 millions CHF à un programme agricole soutenu par 20 bailleurs de fonds au Nicaragua. Près de 54 000 petites et moyennes exploitations agricoles ont été conseillées, et 30 000 femmes ont reçu des denrées alimentaires, des semences de meilleure qualité ou des animaux d'élevage. La sécurité alimentaire a été améliorée. Entre 2005 et 2008, la production de haricots a grimpé de 36%, tandis que le nombre d'emplois dans le secteur a progressé de 4% entre 2000 et 2008.



Meilleures stratégies d'exportation et création de nouveaux emplois en Bolivie

Grâce à une stratégie d'exportation formulée en collaboration avec les producteurs, les entreprises sont parvenues à augmenter le volume d'exportation des produits agricoles comme le cacao silvestre, la quinoa bio et la caña bio de 3.9 millions USD en 2006 à 6.6 millions USD en 2007. 910 emplois ont été maintenus ou créés et 2840 paysans peuvent désormais compter sur un revenu régulier à long terme. Le *Bolivian Export Promotion Institute* mis sur pied dans le cadre du projet est devenu l'organisme leader en matière d'exportation et propose aux entreprises privées des services qui répondent effectivement aux besoins des producteurs. Même si le gouvernement actuel accorde peu de priorité aux activités d'exportation, l'institut fait ses preuves dans un contexte difficile.



Recherche en collaboration avec les personnes au niveau local

Pour être efficaces, les résultats de la recherche et les nouvelles technologies doivent répondre aux besoins des familles de paysans. La distribution de variétés de riz de qualité supérieure en est un bon exemple : elle contribue à une diminution de la faim tout en générant des excédents de production et, de ce fait, des revenus supplémentaires. Dans les projets de recherche et le développement de technologies adaptées et efficaces, seule l'implication des partenaires nationaux et des exploitants, dès l'identification du problème, permet de garantir à long terme la diffusion des innovations.

Rôle majeur des femmes

Au sein des familles de petits paysans, les rôles sont répartis d'une façon spécifique selon le genre : les tâches familiales, domestiques et de subsistance reviennent principalement aux femmes. Or, parmi les interventions bilatérales analysées, seul un projet s'est orienté prioritairement sur les femmes ; le soutien ciblé des activités orientées vers les femmes peut donc être amélioré. L'importance élevée de la question genre est reconnue dans tous les projets de développement rural, mais sa prise en considération dans la mise en œuvre de projets est très peu documentée. Le manque de données différenciées est manifeste. On déplore surtout l'absence d'informations sur l'analyse qui permet de comprendre comment les hommes et les femmes parviennent à améliorer durablement leur bien-être, ainsi que celui des enfants et des personnes âgées. Le revenu ne fournit que peu d'indices à cet égard. Etant donné que la discrimination des femmes nuit à une lutte efficace contre la pauvreté, leur autonomisation a été inscrite aux Objectifs du Millénaire pour le développement. La Suisse souhaite encourager la présence des femmes dans la production agricole et les filières économiques ainsi que faciliter leur accès à la terre et au crédit. Elle entend aussi empêcher que le renforcement du rôle des femmes dans les filières n'ait des effets indésirables sur les conditions dans lesquelles elles assument d'autres tâches (domestiques, familiales, de subsistance) et donc sur leur bien-être.

Constats relatifs à la gestion des projets et des programmes

Flexibilité

La flexibilité est l'une des forces principales de la coopération suisse au développement. Dans un contexte caractérisé par des incertitudes économiques, écologiques et politiques, elle constitue un facteur de succès. Pour garantir l'efficacité des projets et des programmes, il est impératif lors de leur mise en œuvre de tenir compte de l'évolution constante des exigences et des opportunités. Souvent, toutefois, cette flexibilité n'est pas compatible avec une planification et une mise en œuvre efficaces du projet défini par des objectifs et des résultats. Elle exige du bailleur de fonds qu'il dispose de beaucoup de temps et des partenaires d'implémentation qu'ils veillent activement à une affectation transparente des moyens à disposition.

Monitoring

Dans tous les projets, les actions menées et leurs résultats font l'objet d'une saisie et d'un suivi réguliers. Ce qui fait défaut actuellement, c'est une méthode orientée vers les résultats – se fondant, par exemple sur des indicateurs à validité reconnue – qui permettrait de dégager un bilan exhaustif de l'efficacité de différents projets dans un domaine thématique donné. Il est difficile de trouver des indicateurs suffisamment précis et mesurables qui offrent toute la latitude requise pour procéder aux adaptations contextuelles qui s'imposent. Ce dilemme restera d'actualité dans l'établissement de rapports sur les résultats de la coopération au développement.

Perspectives

Dans les pays en développement, les régions rurales endurent souvent une forte pauvreté et un manque d'approvisionnement en biens et services vitaux. Pour les pays les plus pauvres, le secteur agricole reste donc un moteur essentiel de la croissance économique. C'est en lui qu'ils placent leurs espoirs pour un développement durable. Parallèlement, les villes sont aussi très touchées par la pauvreté, accentuée par l'exode rural. Le défi consiste à faire en sorte que les citoyens pauvres et la population rurale sans terre puissent se nourrir à des prix abordables. Dans un même temps, les revenus générés par les familles de paysans doivent leur permettre de subvenir à leurs besoins.

Aujourd'hui, il est largement admis que les répercussions du changement climatique comme la hausse des températures et la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes affecteront la production agricole dans les pays en développement. L'adaptation à ces conditions requiert des innovations techniques, économiques, sociopolitiques et institutionnelles. Des investissements à long terme sont donc nécessaires à l'échelle des petites exploitations agricoles.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement adoptés par la communauté internationale ainsi que les accords pour une meilleure coordination de l'aide veulent orienter la collaboration sur les résultats et l'efficacité. La Suisse participe à ces efforts.

Facteurs de réussite pour la future coopération au développement de la Suisse

Les quatre facteurs ci-après sont déterminants pour la réussite de la future coopération au développement de la Suisse dans les secteurs de l'agriculture et de la sécurité alimentaire :

1. Intégration dans un ensemble global

Au-delà de la coopération au développement, d'autres facteurs influencent le développement d'un pays, dont les relations commerciales, les investissements et les transferts d'argent de migrants à leurs familles restées au pays. L'efficacité de la coopération internationale dépend aussi de facteurs internes, dont la politique fiscale et économique du pays bénéficiaire, la gouvernance et la valeur accordée par les élites politiques et économiques aux questions de développement. La coopération au développement peut avoir l'effet d'un catalyseur et exercer une influence positive sur les processus nationaux. Les programmes d'action décidés dans le cadre de conférences internationales proposent des solutions pour combattre les problèmes urgents de pauvreté et de développement ainsi que d'autres problèmes globaux. Toutefois, loin de pouvoir tout résoudre et contribuer à elle seule à des transformations durables, la coopération au développement doit être associée à une politique efficace à l'échelon tant local que national et international.

Afin d'améliorer la sécurité alimentaire et de garantir aux petits paysans des revenus solides, la Suisse encourage la mise en place d'une agriculture durable dans les pays en développement et utilise à cette fin la coopération au développement. Par sa politique agricole, commerciale, climatique et environnementale, entre autres, elle influe sur le façonnement de la politique internationale et, de ce fait, sur les perspectives de développement des pays pauvres.

2. Coopération avec des acteurs de l'économie privée et de la société civile

La transformation et la commercialisation des produits agricoles est principalement aux mains d'acteurs privés locaux et internationaux. Or, au regard du potentiel et des possibilités d'influence, les acteurs



Augmentation de l'aide financière accordée au secteur de l'agriculture par la Banque mondiale

Entre 2003 et 2008, la contribution accordée par la Suisse au secteur de l'agriculture par l'entremise de la Banque mondiale s'est élevée à 70 millions CHF (pour le détail des calculs, voir annexe 2). L'aide apportée par la Banque mondiale à l'agriculture dans 108 pays entre 1998 et 2008 a totalisé 18.1 milliards USD. Celle-ci soutient prioritairement les infrastructures hydrauliques, le transport et le marketing, la recherche et développement, l'accès aux crédits et aux terres cultivables, la formalisation des droits fonciers ainsi que les conditions cadres politiques et économiques. Elle a multiplié par 2.5 entre 2008 et 2009 le budget consacré à l'agriculture dans les pays en développement.

de l'économie privée ont joué jusqu'ici un rôle plutôt modeste dans la coopération au développement. En collaboration avec des institutions publiques, les entreprises, les fondations et les investisseurs peuvent contribuer à une conciliation des intérêts du bien commun de la politique de développement et de ceux de l'économie privée.

Les multinationales et les nombreuses petites et moyennes entreprises implantées sur son territoire confèrent à la Suisse une force probante dans le domaine de la transformation agro-alimentaire. Sur la base des besoins locaux dans les pays en développement, la coopération économique au développement de la Suisse favorise une meilleure intégration des entreprises locales, nationales et internationales dans le but de créer des marchés pour les producteurs.

Le rôle des ONG locales et internationales, parmi lesquelles les œuvres d'entraide suisses, reste crucial. Leur priorité va à la lutte contre la pauvreté. Elles travaillent avec des partenaires qui ont une bonne connaissance de la situation et savent coopérer avec les groupes cibles.

3. Voix importante au sein des organisations multilatérales

Conformément aux engagements qu'elle a pris en signant la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide en 2005, la communauté internationale a engagé des processus de réforme en vue d'accroître l'efficacité de l'aide au développement. Il importe de combiner efficacement les avantages des approches bilatérales et multilatérales.

La Suisse peut mettre à profit ses expériences bilatérales au sein d'institutions et de forums multilatéraux. Elle veille en particulier à ce que l'agriculture joue un rôle clé dans le développement durable, que les pays pauvres aient accès aux connaissances et aux résultats de la recherche agricole orientée vers le développement, que le droit à l'alimentation soit garanti et que les pays en développement soient soutenus dans leurs efforts. La Suisse fait ainsi avancer le Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'alimentation, dans le cadre duquel les gouvernements, les organisations multilatérales, les ONG et le secteur privé élaboreront des réponses concrètes et efficaces à des problèmes actuels et futurs.

4. Marchés ouverts aux pays en développement

Depuis 2007, la Suisse garantit aux pays les plus pauvres un accès à son marché en franchise de droits de douane et de contingents pour l'ensemble des produits. Une exemption de droits de douane est en outre accordée à de nombreux produits provenant de tous les autres pays en développement et la plupart des produits agricoles bénéficient d'un accès préférentiel. Si les accords bilatéraux et suprarégionaux conclus avec des pays en développement contribuent à une stabilisation du marché, les règles internationales applicables au sein de l'OMC se révèlent particulièrement efficaces. Dans le cadre des négociations agricoles, la Suisse doit donc poursuivre son enga-

gement en faveur d'une libéralisation des marchés qui tienne compte des intérêts de tous les membres de l'OMC. Cette libéralisation inclut l'abolition des contributions de soutien en faveur des denrées destinées à l'aide alimentaire provenant des excédents de production et la suppression des subventions à l'exportation.

L'agriculture reste l'un des thèmes majeurs de la coopération suisse au développement

Sous l'effet de conflits, de catastrophes naturelles, du changement climatique ou de rivalités liées à l'accès à l'eau, les prix des produits agricoles sont exposés à de fortes fluctuations. Ce phénomène laisse penser que le secteur agricole et alimentaire gagnera encore en importance dans la coopération au développement. Traditionnellement, la Suisse consacre directement ou indirectement au secteur agricole une part supérieure à la moyenne de son budget de coopération au développement. Elle dispose ainsi de données empiriques, d'instruments et de solutions dont peuvent et doivent profiter d'autres acteurs. La Suisse est l'un des pays donateurs qui détient le plus grand savoir-faire pour la mise en place d'une politique agricole et d'une économie alimentaire viables et misant sur la durabilité, la multifonctionnalité, les petites exploitations familiales et les producteurs de matières premières. Elle jouit par ailleurs d'une solide expérience dans l'encouragement d'un commerce agricole durable. Loin d'être le seul fait des activités menées dans les pays partenaires, les résultats et les effets de la coopération suisse au développement sont aussi le fruit d'une politique propice au développement conduite par la Suisse au niveau tant national qu'international. A l'avenir, il importe donc que la Suisse s'engage à poursuivre la mise en œuvre cohérente et coordonnée de ses mesures.



Hausse de la production au Laos

Par sa coopération avec l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) et le Ministère de l'agriculture du Laos, la Suisse a soutenu des familles de petits paysans à introduire des nouvelles variétés de riz, ce qui a permis d'accroître la production rizicole de 67% entre 1990 et 2004. Dans le cadre d'un autre projet, 2000 familles de paysans ont pu augmenter la production porcine de 143% et la production avicole de 262% entre 2001 et 2005.

Annexe 1

Aperçu des interventions examinées dans le cadre du présent rapport

Région / pays	Titre du projet, abréviation, partenaires	Période	Engagements (en millions CHF)	Résultats
Interventions bilatérales				
Roumanie	Développement durable des exportations en Roumanie (SECO)	2005-2009	2.5	En Roumanie, l'agriculture bio a gagné 40% pour s'étendre sur plus de 200 000 hectares. 21 supermarchés vendent avec succès des produits bio roumains.
Global	Mise en place du commerce équitable Max Havelaar (SECO)	1992-2000 et 2008-2009	3.8	Grâce au commerce équitable, 1.5 million de petits exploitants et d'ouvriers (y c. leurs familles, soit 7 millions de personnes) dans 57 pays ont profité du marché international.
Bolivie	Programme de promotion des exportations (SECO)	2003-2008	4.6	8 entreprises ont enregistré une progression de leurs exportations de denrées alimentaires de 3.9 millions USD à 6.6 millions USD entre 2006 et 2007. 910 emplois ont été maintenus ou créés. Aujourd'hui, 2840 familles de petits paysans ont la perspective à long terme d'un revenu régulier.
Pérou	Développement durable des exportations au Pérou (SECO)	2003-2009	6.0	40 petites entreprises ont conclu des nouveaux contrats d'exportation dont le volume d'affaires est supérieur à 1 million USD.
Mali	Coton bio issu du commerce équitable (SECO)	2002-2008	3.0	Le nombre de producteurs (entreprises familiales) de coton bio issu du commerce équitable est passé de 385 en 2003 à 6494 en 2008, avec une progression de leurs revenus nets comprise entre 10 et 30%.
Mozambique	Exportation de noix de cajou (SECO)	2005-2009	1.0	Dans les régions rurales, la vente de noix de cajou a permis à près de 1 million de ménages d'augmenter leurs revenus. Entre 2002 et 2008, le chiffre d'affaires de 9 nouvelles entreprises de transformation est passé de 0 à 13 millions USD environ, le bénéfice d'exploitation de 0 à 1.3 million USD. Quelque 5000 emplois ont été créés dans les régions rurales.
Global	Swiss import promotion programme (SIPPO) (SECO)	2004-2007	26.8	En 2006, le versement d'une contribution à hauteur de 8.5 millions CHF a permis de créer 3800 emplois. Selon des appréciations externes, les activités du SIPPO ont indirectement procuré du travail à 23 000 personnes supplémentaires.
Mali	Jékasy : Appui aux organisations paysannes (DDC)	2002-2008	8.6	Le chiffre d'affaires de chacune des 39 000 familles de paysans et éleveurs qui ont participé au projet a augmenté de 1417 CHF à 2024 CHF.
Mozambique	Développement rural dans le nord du Mozambique (DDC)	2005-2008	9.7	Plus de 1000 entrepôts à céréales et silos à semences ont été construits, les seconds ayant trouvé auprès de la population un accueil plus favorable que les premiers. Du fait d'un manque de maintenance, la durabilité de ces infrastructures n'est pas garantie.
Madagascar	SAHA : Promotion du développement rural (DDC)	2003-2009	32.8	150 000 personnes ont pris part à 1500 sous-projets à Imerina, Betsileo et Morondava. Le programme a bénéficié directement à près de 122 000 personnes, indirectement à 290 000 personnes. Exemple de la culture de fraises : la production moyenne d'un ménage a augmenté de 11%, ce qui s'est traduit par une croissance du bénéfice d'exploitation annuel par ménage de 14%, qui est passé de 148 CHF en 2001 à 170 CHF en 2004.
Vietnam et Laos	SADU : Développement des petites entreprises agricoles sur les hauts plateaux (DDC)	2003-2009	5.3	Au Vietnam, les interventions profitent à près de 3000 familles de paysans. A titre d'exemple, le revenu net des exploitations actives dans la production et la commercialisation de chayotes s'est accru en 2008, pour atteindre 1600 à 2100 USD. Au Laos, la mise en place de cabinets de vétérinaire a permis de réduire le taux de mortalité des boeufs et des buffles de 80% au niveau local. Deux ans après leur ouverture, 9 des 13 cabinets sont toujours en activité.
Inde	CALPI : Mise à profit des expériences tirées des programmes d'élevage (DDC)	2002-2008	4.1	Le projet a permis de soutenir 27 organisations partenaires dont l'objectif, à travers l'élevage (moutons, chèvres, volaille), est d'assurer un revenu à des familles sans terre et très pauvres vivant dans des régions rurales et semi-rurales. Il a aussi contribué à une augmentation de la production de lait et à une amélioration de sa qualité. 50% des éleveurs sont des femmes.
Pérou	PYMAGROS : Stratégies d'articulation entre les marchés et les producteurs de la Sierra (DDC)	1999-2006	7.3	Le projet vient en aide à une centaine de familles à Cajabamba. Entre 2003 et 2004, la production de paprika est passée de 8600 à 40 000 kg, le chiffre d'affaires à l'exportation de 9000 à 57 000 EUR. Dans la région de Curahasi, la production d'anis a augmenté de 762 kg en 2009 à 9383 kg en 2003, le chiffre d'affaires à l'exportation de 1400 à 16 000 EUR.
Arménie	Développement rural dans la région de Sisian (DDC)	2002-2010	5.2	Le projet a profité directement à près de 512 personnes (env. 130 ménages, dont 168 femmes), indirectement à 2131 personnes. Il a contribué à une amélioration sensible des revenus et de la situation en matière d'emploi.
Laos	LIRRTP : Rice research and training project (DDC)	2000-2007	8.4	Entre 1990 et 2004, la production de riz s'est accrue de 70%, passant de 1.5 million à 2.5 millions de tonnes. Le groupe cible potentiel compte près de 4.5 millions de personnes.
Laos	LEAP : Laos extension for agriculture project (DDC)	2001-2012	13.1	A la fin de la deuxième phase, le projet avait touché 20 000 familles d'exploitants. L'appui-conseil agricole dont ils ont bénéficié leur ont permis d'accroître la production rizicole de 46%, porcine de 143% et avicole de 262%.
Vietnam	ETSP : Extension and training support for forestry and agriculture in the Uplands (DDC)	2003-2010	18.5	L'appui-conseil agricole a été dispensé à près de 18 900 personnes, dont un tiers de femmes, dans le cadre de cours, d'ateliers et d'excursions.
Afrique	PABRA : Pan-african bean research alliance (DCC, au sein d'un consortium de donateurs)	2004-2008	3.8	Entre 2003 et 2006, le programme a touché près de 10 millions de personnes dans 12 pays (2 millions de ménages) et permis à 200 000 ménages de diversifier leurs techniques de culture.
Nicaragua	PRORURAL : Program for productive and sustainable rural development (DCC, au sein d'un consortium de donateurs)	2005-2009	10.6	Près de 54 000 petites et moyennes exploitations agricoles ont bénéficié d'un appui-conseil, et 30 000 femmes ont reçu des denrées alimentaires, des semences de meilleure qualité ou des animaux d'élevage. La sécurité alimentaire a été améliorée. Entre 2005 et 2008, la production de haricots a progressé de 36%.
Kosovo	Promotion de la culture maraichère (DDC)	2001-2009	14.0	Entre 2005 et 2008, le nombre de familles d'exploitants participant au projet est passé de 160 à 1846. 350 d'entre elles ont enregistré une hausse de leurs revenus annuel à hauteur de 2500 EUR.
Burkina Faso	Distribution de lait en poudre suisse (DDC)	2003-2009	3.3	Au cours de la période allant de 2003 à 2008, quelque 259 800 personnes, en majorité des enfants sous-alimentés de moins de 5 ans, ont bénéficié d'un traitement de deux mois en moyenne à base de lait en poudre enrichi, ce qui a permis de réduire le taux de mortalité de ce groupe au niveau local.
Soudan	PAM : Aide alimentaire (DDC)	2003-2008	20.8	Depuis 2002, le PAM soutient chaque année 3 à 6 millions de Soudanais présentant un état de santé critique. En 2008, le programme a atteint 350 000 enfants souffrant de sous-alimentation.
Mongolie	Verserment d'espèces en faveur de bergers (DDC)	2002-2006	2.6	Entre 2002 et 2006, plus de 8000 familles d'éleveurs ont touché une contribution en espèces unique d'un montant allant jusqu'à 200 CHF. Trois ans plus tard, 84% des éleveurs concernés étaient à nouveau en mesure de vivre principalement de leur activité.
Global	PAM (DDC)	2003-2008	237.5*	En 2008, le PAM a distribué des denrées alimentaires à 102 millions de personnes dans 78 pays. En tant que douzième donateur du PAM, la Suisse a apporté au cours de cette même année une contribution ciblée à des projets dans 35 pays.
Interventions multilatérales				
Global	CGIAR (DDC)	2003-2008	94.6*	Sans les fonds publics investis dans la recherche agricole internationale par le CGIAR, la production alimentaire mondiale serait inférieure de 4 à 5% à son niveau actuel, la production alimentaire des pays en développement serait réduite de 7 à 8%, les prix mondiaux des denrées alimentaires et des céréales fourragères seraient supérieurs de 18 à 21% à leur niveau actuel et il y aurait entre 13 et 15 millions d'enfants sous-alimentés en plus dans le monde.
Global	FIDA (DDC)	2003-2008	37.0*	Depuis sa création en 1977, le FIDA est intervenu dans 116 pays, où il est venu en aide à 350 millions de personnes pauvres vivant dans des régions rurales. En 2009, le projet a permis de former 3 millions de paysans, de construire 15 000 kilomètres de routes et d'octroyer des microcrédits d'une valeur totale de 29 millions.
Global	Banque mondiale	2003-2008	70.4°	Entre 1994 et 2004, les projets agricoles menés par la Banque mondiale ont profité directement à 12 millions de ménages.

* Contributions bilatérales et multilatérales / ° Calcul selon annexe 2

Annexe 2

Calcul des contributions multilatérales de la DDC et du SECO dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (A&S) de 2003 à 2008

Organisation multilatérale	Contribution de la Suisse à l'institution (en CHF)	Pourcentage des investissements A&S par rapport aux investissements totaux	Contribution de la Suisse aux investissements A&S (en CHF)
Fonds africain de développement (FAD)*	3 182 853 314	17% *	533 333 349
Fonds asiatique de développement (FAsD)*	908 087 775	9% *	81 295 26
Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)	70 442 520	100%	70 442 520
Fonds international de développement agricole (FIDA)	36 499 303	100%	36 499 303
Association internationale de développement de la Banque mondiale (AID)*	921 950 429	8% *	70 355 550
Convention des Nations Unies contre la désertification (CNUD)	2 961 702	100%	2 961 702
Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)°	10 500 000	100%	10 500 000
Total de la contribution de la Suisse aux investissements A&S des organisations multilatérales, 2003-2008			252 021 950

* données tirées des rapports annuels de l'organisation multilatérale concernée

° PAM: les contributions affectées à des opérations spécifiques dans des pays sont comptabilisées comme des dépenses bilatérales

Contributions multilatérales de la DDC et du SECO non prises en compte (volume env. 42 millions CHF)

Initiative multilatérale d'allègement de la dette des pays pauvres (DDC & SECO)

Participation de la Suisse au capital des banques de développement

Contributions multilatérales d'autres offices fédéraux non prises en compte (volume env. 70 millions CHF)

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture de l'ONU (FAO) (Office fédéral de l'agriculture)

Bioversity international research center (ancien IPGRI) (Office fédéral de l'agriculture)

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (Direction politique du DFAE et Office fédéral de l'agriculture)

Editeurs :
Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC
3003 Berne
Téléphone : +41 31 322 44 12
www.deza.admin.ch
info@deza.admin.ch

Département fédéral de l'économie DFE
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO
3003 Berne
Téléphone : +41 31 324 09 10
www.seco-cooperation.admin.ch
info@seco-cooperation.ch

Analyses techniques :
FAKT GmbH, Stuttgart

Concept et rédaction :
pluswert GmbH, Bâle/Coire

Mise en pages :
Communication visuelle DFAE, Berne

Photos :
Toni Linder ; Red SICTA ; Jorgen Schytte/Specialist Stock ; DEZA/Fotothek ;
Jacob Rüegg ; SADU Project ; Giorgio Hösli ; iStockphoto ; Andreas Gerrits ;
SECO/Photopress ; Derek Müller ; DEZA/Fotothek ; Andreas Gerrits ; Stéphanie
Roschi Traoré ; SECO/Photopress ; SECO/Photopress ; Max Havelaar Stiftung
(Schweiz) ; Lukas Frey ; Thomas Rebohle ; DEZA Peru ; Christine Königer ; Marc
Bleich ; Mathias Rickli ; Red SICTA ; SECO/Photopress Keystone ; Appa Rao

Cette publication est disponible en allemand (version originale), français et anglais.
Une version numérique est disponible sur les sites internet suivants :
www.deza.admin.ch/publications et www.seco-cooperation.ch

Berne, 2010